

12 Les stratégies de développement

Article 1. Les caractéristiques du sous-développement

12.1 DÉFINIR LE DÉVELOPPEMENT ET LE SOUS-DÉVELOPPEMENT

12.1.1 Le développement

Définir le développement

Pour définir le **développement***, on se réfère souvent à la définition devenue classique proposée par l'économiste français François Perroux en 1961 : c'est « la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître cumulativement et durablement son produit réel et global ». Cette définition implique deux faits principaux : si la croissance peut se réaliser sans forcément entraîner le développement (partage très inégalitaire des richesses, captation des fruits de la croissance par une élite au détriment du reste de la population), il y a tout de même une forte interdépendance entre croissance et développement (le développement est source de croissance et nécessite une accumulation initiale). Enfin, le développement est un processus de long terme, qui a des effets durables. Une période brève de croissance économique ne peut ainsi être assimilée au développement.

Le contresens à éviter : ne pas confondre croissance économique et développement

Le développement englobe des bouleversements plus grands (valeurs et normes sociales, structure sociale, etc.) que le simple processus de croissance économique : le développement est par nature un phénomène qualitatif de transformation sociétale (éducation, santé, libertés civiles et politiques...) alors que la croissance économique est seulement un phénomène quantitatif d'accumulation de richesses.

Ainsi le programme des Nations unies pour le développement (PNUD) définit le développement comme le fait d'« élargir l'éventail des possibilités offertes aux hommes ». Cette définition est inspirée de la théorie des « besoins essentiels (ou élémentaires) » créée dans les années 1970 au sein du Bureau international du travail (BIT). Le développement y est caractérisé par la disponibilité d'un

minimum de biens pour assurer la survie (alimentation, habillement, etc.) et de services de base comme la santé ou l'éducation. Les besoins essentiels sont définis par le fait qu'ils sont quantifiables, universels et facteurs de croissance économique.

Le PNUD propose ainsi quatre critères pour mesurer le niveau de développement d'un pays :

- la productivité qui permet d'enclencher un processus d'accumulation ;
- la justice sociale : les richesses doivent être partagées au profit de tous ;
- la durabilité : les générations futures doivent être prises en compte (dimension à long terme du développement) ;
- le développement doit être engendré par la population elle-même et non par une aide extérieure.

Le développement, une notion ethnocentrique ?

Une question se pose alors : ce que nous entendons par développement n'est-il qu'une certaine conception de ce que doit être le progrès humain, conception héritée des Lumières du XVIII^e siècle et propre au monde occidental ? Derrière la notion de développement se cacherait le modèle économique de production capitaliste. Ainsi, le souhait de voir se développer les pays pauvres participerait d'un projet de normalisation capitaliste et libérale du monde. C'est la thèse défendue par un courant de pensée anti-développement, proche du mouvement de la décroissance, et représenté en France par Serge Latouche ou Gilbert Rist. Ce dernier assimile même le développement à une religion, une croyance imposée à tous et encadrée par des rites (mode de production capitaliste, rapports marchands, discours mettant en avant la notion de progrès et de modernité sans les définir, etc.).

Cette conception critique du développement s'appuie sur les travaux d'anthropologues comme l'Américain Marshall Sahlins, qui défend dans son ouvrage *Âge de pierre, âge d'abondance. Économie des sociétés primitives* (1970) la thèse que les sociétés primitives, sous-développées au sens occidental, ne connaissent pas la pénurie mais l'abondance du fait du peu de besoins à satisfaire. On voit alors émerger la critique du capitalisme : c'est le fait que le système capitaliste crée de nouveaux besoins qui crée alors le **sous-développement***. Une vie heureuse et accomplie serait donc possible en dehors du développement.

Néanmoins, des variables comme la forte mortalité ou la sous-alimentation dans plusieurs pays pauvres montrent que le développement peut avoir une portée universelle d'amélioration des conditions de vie et que le sous-développement réduit le champ des possibles de l'humanité. De plus, l'accumulation de richesses est un préalable nécessaire à l'amélioration des conditions de vie. Ensuite, le courant précité oublie qu'une grande partie de l'**économie du développement*** et des stratégies de développement s'est construite contre le modèle capitaliste de marché comme nous le verrons par la suite. Enfin, ce mouvement intellectuel a tendance à idéaliser le mode de vie des sociétés primitives en modèle alternatif au capitalisme.

Ces approches critiques du développement sont cependant présentes pour questionner ce que l'on entend par « besoin », « progrès » et « retard de développement ». Elles permettent ainsi de remettre en cause les théories simplistes du retard que les pays pauvres auraient vis-à-vis des pays développés, qui proposent un modèle unique de développement applicable à tous et prenant pour modèle la réussite européenne et américaine des décennies précédentes.

12.1.2 Définir le sous-développement

Les différentes appellations du sous-développement

La notion de « pays sous-développé » est utilisée pour la première fois par le président américain Harry Truman en 1949, lors de son discours sur l'état de l'Union (« point IV »). Il y justifie l'aide que doivent apporter les pays riches aux pays pauvres afin d'endiguer la montée du communisme. C'est donc dans un contexte de guerre froide que se forge le débat sur les appellations des pays les plus pauvres.

Par la suite, plusieurs dénominations vont se succéder. En 1952, le démographe et économiste français Alfred Sauvy utilise la notion de « **tiers-monde*** » pour qualifier les pays sous-développés. En faisant référence au tiers état de l'Ancien Régime, il entend dénoncer la marginalité dans laquelle se trouve ce troisième monde à côté des deux blocs en conflit et annoncer son émergence imminente en force politique mondiale : « Car enfin ce tiers-monde ignoré, exploité, méprisé comme le tiers état, veut, lui aussi, quelque chose. » C'est l'époque où les pays pauvres s'allient dans un but commun : dénoncer la logique des blocs et revendiquer leur voix dans le concert mondial des nations. Ainsi, en 1955, la conférence de Bandoeng voit naître le tiers-monde comme mouvement politique : c'est le début du mouvement des « non-alignés », voie médiane entre les deux blocs américain et russe, qui revendique un « nouvel ordre économique international » (NOEI). Cette revendication amènera l'émergence du « groupe des 77 » et la création de la CNUCED (conférence des Nations unies sur le commerce et le développement) en 1964 au sein de l'ONU, qui se fait le porte-voix des revendications du tiers-monde pour un commerce plus équitable. Le vote en 1974 d'une résolution à l'ONU qui entérine la notion de NOEI en promouvant l'ouverture des marchés des pays riches aux produits des pays pauvres, l'accroissement de l'aide publique et privée au développement et la stabilisation des prix des produits primaires exportés par les pays du tiers-monde s'inscrit également dans cette lignée.

Dans les années 1970, à côté de la notion politique de tiers-monde, l'ONU avance la notion de « pays en voie de développement » (PVD), la notion de pays sous-développé étant considérée comme trop stigmatisante. Puis, dans les années 1980, s'impose l'appellation « pays en développement » (PED) qui est censée traduire le processus de progrès économique et social dans lequel sont engagés les pays pauvres. Elle traduit la volonté d'une approche optimiste et positive du développement. La notion de PED cohabite aujourd'hui avec celle du « Sud », qui insiste sur la localisation géographique des PED en opposition avec le Nord, ou bien encore avec la notion de « pays émergent » qui insiste sur le caractère imminent de leur développement, en particulier pour les pays les plus avancés dans leur développement.

La dénomination du sous-développement a donc suivi une voie qui réduit de plus en plus la vision conflictuelle qui le caractérisait dans les années 1950 et 1960. Certains critiquent même le caractère euphémisant de ces nouvelles appellations, qui masquerait les causes du sous-développement et le fait qu'une partie des PED n'en sorte pas. Cette notion de PED est en tout cas très floue, comme le montre l'initiative de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) de laisser les PED s'autodésigner comme tels en son sein !

Définir le sous-développement

Le développement est un phénomène très récent. Il n'a concerné qu'un petit nombre de pays à partir du XVIII^e siècle lors de la révolution industrielle des pays d'Europe de l'Ouest. L'état qualifié aujourd'hui de « sous-développement » était donc la situation normale du monde avant cette époque, comme le montre le tableau suivant.

**Tableau XII.1.1 PNB dans le tiers-monde et les pays développés, 1750-1990
(en prix et dollars américains de 1960)**

	TOTAL (EN MILLIARDS DE DOLLARS)		PAR HABITANT (EN DOLLARS)	
	TIERS-MONDE	PAYS DÉVELOPPÉS	TIERS-MONDE	PAYS DÉVELOPPÉS
1750	112	35	188	182
1800	137	47	188	188
1830	150	67	183	237
1860	159	118	174	324
1900	184	297	175	540
1913	217	430	192	662
1928	252	568	194	782
1938	293	678	202	856
1953	338	889	214	1 180
1973	810	2 450	340	2 540
1980	1 280	3 400	390	2 920
1990	1 730	4 350	430	3 490

Source : Paul Bairoch, Mythes et paradoxes de l'histoire économique, *La Découverte*, 1994.

Qualifier la situation des pays ne connaissant pas de trajectoire de développement similaire aux pays occidentaux est apparu comme une nécessité lorsque, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, il s'est avéré qu'une grande partie des nations du globe était de fait exclue du processus de développement, et que cette situation constituait un enjeu économique et politique. La notion de « sous-développement » a d'abord été définie en creux, comme une situation de non-développement. Un pays « sous-développé » connaîtrait donc des blocages qui empêchent le processus de développement de se mettre en place, en particulier l'industrialisation. Lever ces blocages par des stratégies de développement basées sur l'industrialisation et la sortie de la spécialisation agricole permettrait donc de sortir du sous-développement.

Mais le sous-développement ne peut se réduire au seul critère de la sous-industrialisation. La théorie des « besoins essentiels » met l'accent sur la notion de « manque » : un pays sous-développé est un pays où les besoins fondamentaux de l'homme ne sont pas couverts (alimentation, sécurité, santé, éducation...). Mais il faut aussi insister sur les fortes inégalités internes dans les PED. De ce fait, selon Sylvie Brunel, le sous-développement se manifeste par quatre critères :

- une pauvreté de masse ;
- de fortes inégalités par rapport aux pays développés mais aussi à l'intérieur du pays lui-même (hommes/femmes, urbains/ruraux...) ;
- l'exclusion du pays du commerce international, des connaissances scientifiques mondiales... mais aussi d'une partie de la population au sein même du pays (femmes, populations rurales...) ;
- l'insécurité, qu'elle soit environnementale, sanitaire ou encore politique, dans laquelle vit la majorité de la population.

Les caractéristiques des PED

Des structures économiques et sociales désarticulées

Les PED se caractérisent par une structure économique et sociale qui constitue un obstacle à leur développement (économie agraire, État faible, structure sociale très inégalitaire...). Le courant tiers-mondiste, en particulier, met en accusation le passé colonial des PED pour l'expliquer. En effet, la majorité des PED sont d'anciennes colonies. Ils ont donc hérité d'une structure économique et sociale désarticulée du fait que les pays colonisateurs ont orienté leur production en fonction de leurs propres besoins, provoquant un démantèlement des économies locales. Par exemple, dès le XIX^e siècle, la Grande-Bretagne a imposé à l'Inde de se spécialiser dans la production et l'exportation de coton brut vendu aux entreprises anglo-saxonnes et l'importation de cotonnade (produit transformé), alors même que l'Inde disposait d'un tissu productif de cotonnade performant. Cette spécialisation forcée a provoqué l'effondrement de l'artisanat indien du coton. Ainsi près de la totalité des exportations des colonies étaient à destination des pays colonisateurs.

Les PED ont une structure économique déséquilibrée reposant sur un très fort secteur primaire peu productif et une très faible industrialisation. Leur production est peu diversifiée et, du fait de la faiblesse du marché intérieur, leurs exportations sont fort dépendantes de l'évolution des cours mondiaux. Ainsi la colonisation a empêché le processus de révolution industrielle dans les colonies en leur assignant la spécialisation dans une économie agraire.

De plus, la colonisation a aussi provoqué la déstructuration de l'organisation sociale. Les pertes humaines ont été très lourdes (entre 40 et 100 millions d'hommes perdus pour l'Afrique du fait de la traite des esclaves), ce qui a enrayé tout processus de développement économique. L'imposition violente de normes économiques et sociales occidentales (utilisation de la monnaie pour les échanges, remplacement des terres communautaires par des propriétés privées) a déstructuré l'organisation sociale et économique traditionnelle des pays africains et asiatiques, ainsi que la cohésion sociale de ces régions. La colonisation a aussi redéfini les frontières, en particulier en Afrique, rendant parfois impossible l'émergence d'États-nations viables.

Il ne faut cependant pas faire retomber toute la responsabilité du sous-développement sur la colonisation. Par exemple, certains PED n'ont jamais été colonisés (l'Éthiopie) et certains pays développés l'ont été (Canada, Australie). De plus, le pillage des ressources naturelles des colonies par les colonisateurs a été remis en cause par des travaux empiriques (Paul Bairoch) qui ont montré que les matières premières ont peu joué dans la révolution industrielle des pays développés. Le poids de la colonisation dans le sous-développement des ex-colonies dépend donc surtout de la situation initiale du pays avant qu'il soit colonisé (type de production, structure sociale...).

Une forte croissance démographique

Les PED se caractérisent par une forte croissance démographique du fait que leur transition démographique (passage d'un régime démographique à forte natalité et mortalité à un régime démographique à faible natalité et mortalité par l'intermédiaire d'un régime d'expansion élevée de la population) n'est pas achevée. Ainsi, ils représentaient 1,7 milliard d'habitants en 1950, près de 5 milliards en 2000, et devraient peser entre 8 et 12 milliards en 2050 selon les prévisions de l'ONU.

La fécondité y est forte (plus de 3 enfants par femme en moyenne en 2000), même si elle diminue depuis les années 1960, période du plus fort accroissement démographique (la population augmentait de 2,5 % par an en moyenne). La mortalité y est encore élevée, ce qui explique une espérance de vie à la naissance très faible par rapport aux pays développés (62,9 ans contre 74,9 ans en 2000).

Si le taux de mortalité diminue lui aussi, cette tendance pourrait être freinée à moyen terme par l'épidémie du sida, devenue la première cause de mortalité en Afrique et qui devrait provoquer une diminution de la population d'Afrique du Sud dans les années 2010-2025.

Le raisonnement à maîtriser : la démographie est-elle un obstacle au développement ?

Depuis le ^{XVI}^e siècle et les travaux de Jean Bodin (« Il n'y a ni richesse ni force que d'hommes »), diverses thèses s'opposent sur les conséquences de la démographie sur le développement. Les thèses anti-populationnistes comme le malthusianisme (issu de la pensée de l'économiste écossais Thomas Malthus, qui considérait au ^{XIX}^e siècle que la forte croissance démographique était un obstacle à la croissance économique en freinant l'épargne et l'accumulation de capital) prônent un ralentissement de la croissance démographique pour permettre le développement. À l'inverse, les thèses populationnistes, comme celle de la « pression créatrice » de l'économiste danoise Esther Boserup, considèrent qu'un fort taux de fécondité incite le système économique à se moderniser à travers le progrès technique et est donc à terme source de productivité : l'accroissement de la population serait ainsi à l'origine des révolutions agricoles.

Depuis les années 1980 est mise en lumière la relation inverse : c'est le processus de développement qui provoque une modification du régime démographique d'un pays. Il existe des facteurs endogènes économiques et sociaux de la démographie. La crainte d'une surpopulation croissante pesant sur le processus de développement diminue au profit de la recherche d'une meilleure gestion politique du développement dans le cadre de la croissance démographique. Ainsi, favoriser le développement par l'éducation et l'information des femmes sur la contraception, l'accès à un niveau de vie correct... permet de réduire à la fois la natalité et la mortalité et d'enclencher le processus de transition démographique. Lors de la conférence des Nations unies sur la population, organisée en 1994 au Caire, il fut indiqué dans le programme d'action que « l'élimination de la pauvreté contribuera à freiner l'accroissement de la population et à en hâter la stabilisation ».

Néanmoins, le lien de causalité entre croissance économique et transition démographique peut lui aussi être remis en cause du fait que, dans un contexte de crise économique, certains pays ont amorcé le déclin de la natalité et de la mortalité. On considère aujourd'hui que les facteurs de la transition démographique sont nombreux (économiques, certes, mais aussi culturels, religieux, sociaux comme la structure sociale, etc.) et leurs interactions peuvent entraîner des conséquences multiples. En définitive, il faut donc éviter les généralisations abusives sur les relations entre développement et démographie.

Une faible insertion dans le commerce international

Les PED occupent une place minoritaire dans les échanges internationaux. Ils sont à l'origine de 37 % des exportations de marchandises mondiales en 2005, une part identique à celle de 1948 même si elle est en progression depuis les années 1970. Cette part est d'autant plus faible que ces pays regroupent 80 % de la population mondiale.

De plus, le commerce intrazone des PED est très faible. En effet, une très grande part de leurs exportations est à destination des pays riches : seulement 17,4 % des échanges totaux pour l'Amérique latine, 10,6 % pour le Moyen-Orient et 9,4 % pour l'Afrique sont des échanges intrazone (données 2005). Les relations commerciales Sud-Sud sont donc marginales.

Cette faible place dans le commerce international est due à plusieurs facteurs : une spécialisation dans les produits primaires défavorable, des prix internationaux peu avantageux depuis les années 1980, des obstacles au commerce international mis en place par les pays du Nord (barrières non tarifaires, quotas comme pour le textile et l'habillement...) et aussi des facteurs structurels internes aux PED (distance géographique, culturelle – langue, religion... – par rapport aux grands foyers géographiques d'échange).

Néanmoins, la nature des exportations des PED s'est profondément modifiée : les produits manufacturés, qui n'en représentaient que 20 % en 1970, en constituent aujourd'hui les trois quarts au détriment des produits primaires. C'est à une véritable remise en cause de la division internationale du travail traditionnelle que nous assistons (pays industrialisés spécialisés dans les produits manufacturés, PED spécialisés dans les produits primaires). Nous verrons par la suite la cause de cette évolution.

12.2 MESURER LE SOUS-DÉVELOPPEMENT

12.2.1 La mesure par le PNB/habitant

La Banque mondiale mesure le niveau de développement par un indicateur de richesse, le revenu moyen de la population assimilé au PNB/habitant. Cela lui permet de classer les pays en trois catégories selon leur niveau de richesse (les données sont de 2006) :

- 53 pays à revenu faible (moins de 905 \$/habitant) : on y retrouve en majorité des pays pauvres africains et asiatiques comme le Mali, le Kenya, le Libéria, la Mauritanie, le Bangladesh, le Cambodge, le Népal... mais aussi l'Inde ;
- 96 pays à revenu intermédiaire (entre 906 et 11 115 \$/habitant) : devant la trop grande hétérogénéité de cette catégorie, la Banque mondiale la structure en deux sous-catégories depuis 1989 :
 - 55 pays à revenu intermédiaire tranche inférieure (entre 906 et 3 595 \$/habitant) : on y retrouve d'autres PED d'Afrique et d'Asie comme l'Algérie, le Sri Lanka et surtout la Chine, mais aussi des PED d'Amérique latine comme Cuba ou la Colombie et des pays d'Europe centrale et orientale (PECO) en transition comme l'Albanie, la Moldavie ou l'Ukraine ;
 - 41 pays à revenu intermédiaire tranche supérieure (entre 3 596 et 11 115 \$/habitant) : on y retrouve encore des PED comme les grands pays d'Amérique latine que sont le Brésil ou l'Argentine, et la majorité des PECO comme la Hongrie ou la Pologne et surtout la Russie ;
- 60 pays à revenu élevé (plus de 11 116 \$/habitant) : ce sont les PDEM mais aussi certains pays du Moyen-Orient comme le Qatar, les Émirats arabes unis ou le Koweït, et des pays asiatiques comme la Corée du Sud, Hong Kong ou Singapour.

Cette classification rencontre des limites comme l'illustre le fait que les PED sont représentés dans toutes les catégories. En effet, cette classification ne tient pas compte par exemple de la répartition et de l'utilisation des revenus, et n'est donc pas affectée par les inégalités internes des pays. De plus, elle réduit le développement à la seule variable du niveau de vie.

12.2.2 La mesure par les indicateurs de développement

Le niveau de développement d'un pays ne se limite pas à son niveau de richesse économique, le développement ne se réduisant pas à la croissance économique. C'est pourquoi d'autres indicateurs sont souvent utilisés. Ainsi, le taux de mortalité infantile est l'un des plus pertinents puisqu'il est affecté par le niveau d'éducation des femmes d'un pays, le niveau d'exposition aux maladies de la population et le niveau du système de santé (hôpitaux...). On considère qu'un pays ayant un taux de mortalité infantile supérieur à 5% est en sous-développement. Mais cet indicateur est encore trop limité, car il ne prend pas en compte suffisamment de facteurs de développement.

Le PNUD a donc créé en 1990 un indicateur synthétique, l'**indicateur de développement humain*** (IDH). Considérant que le développement traduit l'extension des possibilités humaines, celle-ci nécessite trois conditions : la possibilité de vivre longtemps et en bonne santé, la possibilité de s'instruire, et enfin les possibilités d'accès aux ressources permettant de vivre convenablement. Pour représenter ces trois dimensions du développement (santé, éducation, niveau de vie), l'IDH synthétise trois indicateurs mesurés de 0 à 1 (plus il est élevé, plus le pays est développé) :

- un indicateur de longévité et de santé mesuré par l'espérance de vie à la naissance ;
- un indicateur d'instruction mesuré pour deux tiers par le taux d'alphabétisation des adultes et pour un tiers par le taux de scolarisation ;
- un indicateur de niveau de vie mesuré par le PNB/habitant en PPA (parité de pouvoir d'achat).

L'IDH synthétise ces trois indices en un seul traduisant le niveau de développement du pays, noté de 0 à 1. Ainsi, en 2005, les pays à développement humain élevé ont un IDH supérieur à 0,800 ; les pays à développement humain moyen ont un IDH compris entre 0,500 et 0,799 ; les pays à développement humain faible ont un IDH inférieur à 0,500 (voir tableau XII.1.2).

Des différences significatives de classement apparaissent selon que l'on prend en compte le PNB/habitant ou l'IDH, ce qui montre l'intérêt de ce dernier.

L'exemple à savoir : Cuba et l'Afrique du Sud

Pour illustrer les différences de classement selon le PNB/habitant et selon l'IDH, deux pays présentent des situations opposées. Cuba est à la 51^e place selon l'IDH, ce qui le classe dans le groupe des pays à développement humain élevé, mais recule de 43 places dans le classement selon le PNB/habitant, ce qui le situe dans le groupe des pays à revenu intermédiaire bas. À l'inverse, l'Afrique du Sud occupe 65 places de moins au classement selon l'IDH par rapport au classement selon le PNB/habitant. Ainsi la croissance économique et le développement ne riment pas forcément du fait de la répartition et de l'utilisation différente du revenu national.

Tout comme le PNB/habitant, l'IDH rencontre des limites puisqu'il ne montre pas si le niveau de développement atteint est dû à une aide extérieure ou bien aux progrès réels du pays qui traduisent alors l'effectivité d'un processus durable de développement. De plus, on peut lui reprocher son caractère statique alors que ce qu'il est censé mesurer, le développement, est lui un phénomène dynamique. Enfin, l'IDH n'indique pas le niveau des inégalités internes au pays.

Tableau XII.1.2 Niveaux de développement humain en 2005

GROUPES DE PAYS	IDH	ESPÉRANCE DE VIE À LA NAISSANCE (EN ANNÉES)	TAUX D'ALPHABÉTISATION DES ADULTES (EN %)	TAUX DE SCOLARISATION (EN %)	PIB PAR HABITANT (EN PPA USD)
PED	0,691	66,1	76,7	64,1	5 282
Pays les moins développés	0,488	54,5	53,9	48,0	1 499
États arabes	0,699	67,5	70,3	65,5	6 716
Asie de l'Est et du Pacifique	0,771	71,7	90,7	69,4	6 604
Amérique latine et Caraïbes	0,803	72,8	90,3	81,2	8 417
Asie du Sud	0,611	63,8	59,5	60,3	3 416
Afrique subsaharienne	0,493	49,6	60,3	50,6	1 998
Europe centrale et de l'Est et CEI	0,808	68,6	99,0	83,5	9 527
Pays de l'OCDE	0,916	78,3	-	88,6	29 197
Pays à développement humain élevé	0,897	76,2	-	88,4	23 986
Pays à développement humain moyen	0,698	67,5	78,0	65,3	4 876
Pays à développement humain faible	0,436	48,5	54,4	45,8	1 112
Pays à revenu élevé	0,936	79,2	-	92,3	33 082
Pays à revenu moyen	0,776	70,9	89,9	73,3	7 416
Pays à revenu faible	0,570	60,0	60,2	56,3	2 531
Monde	0,743	68,1	78,6	67,8	9 543

Source : Rapport sur le développement humain 2007, PNUD.

12.3 LA DIVERSITÉ DES PED

Dès la constitution du tiers-monde en groupe politique revendicatif uni dans les années 1950, des lignes de failles apparaissaient : intérêts divergents, différences culturelles et idéologiques (certains pays sont dans la sphère d'influence du communisme, d'autres non)... Mais ce sont surtout des trajectoires de développement opposées à partir des années 1970 qui incitent à en conclure à l'éclatement du tiers-monde (en 1988, l'économiste français Serge Latouche parle de « la fin du tiers-monde » pour illustrer l'éclatement des PED en différentes strates de développement). C'est pourquoi la grande diversité des PED a poussé à définir de nouvelles catégories de pays.

En 1971, l'ONU définit les PMA (pays les moins avancés, au nombre de 50 aujourd'hui et surtout localisés en Afrique subsaharienne et en Asie) : ce sont les PED les plus pauvres qui sont structurellement handicapés dans leur développement et qui doivent bénéficier d'un traitement de faveur de la part des institutions internationales. Ils se caractérisent par une grande vulnérabilité économique liée à l'instabilité de la croissance économique, un secteur primaire majoritaire dans la structure économique et donc une production peu diversifiée.

À l'opposé des PMA s'est constitué un groupe de PED très avancés dans leur industrialisation et dans leur rattrapage avec les pays développés : les nouveaux pays industrialisés (NPI : notion de l'OCDE). Ils regroupent les NPI asiatiques (NPIA : Corée du Sud, Singapour, Taiwan, Hong Kong) et les pays émergents comme le Brésil, le Mexique et la Chine. Y ont été ajoutés depuis les années 1980 la Malaisie et la Thaïlande.

Enfin, une troisième catégorie regroupe les pays exportateurs de produits primaires qui connaissent une forte demande internationale : ce sont surtout les pays exportateurs de pétrole dont le développement dépend en particulier du cours de l'« or noir ».

12.3.1 Des caractéristiques socio-économiques différentes

Les PED ne forment pas un groupe économiquement et socialement homogène.

Du point de vue de la richesse, les PED regroupent des pays aux niveaux de vie très différents. Qu'ont en commun, d'un côté, l'Argentine et la Corée du Sud dont le niveau de vie moyen de la population les place dans le groupe des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et, de l'autre côté, le Cameroun et la Côte-d'Ivoire qui font partie des pays à faible revenu ? Les disparités sont d'autant plus grandes que les performances économiques enregistrées par les PED accroissent l'écart entre pays émergents et PMA : l'Asie de l'Est et du Pacifique connaît une croissance économique annuelle moyenne largement supérieure à celle des pays développés. En conséquence, leur revenu par tête, qui représentait 1/14^e de celui des pays développés en 1975, en représente 1/6^e en 2000. À l'inverse, ce rapport est passé de 6 à 14 pour l'Afrique subsaharienne ! Le groupe des PED éclate donc du fait que ce sont les pays déjà les plus développés qui connaissent les taux de croissance les plus élevés, alors que les PMA ont des taux de croissance faibles voire parfois négatifs.

Du point de vue des indicateurs de développement, les PED peuvent avoir un niveau de développement comparable à celui des pays développés : c'est le cas de certains pays émergents comme l'Argentine, le Chili ou des NPIA comme Hong Kong, classé au 21^e rang mondial en 2005.

Les PMA, au contraire, ont des niveaux de développement très faibles, en particulier les pays d'Afrique subsaharienne.

Les PED ne connaissent pas les mêmes situations démographiques. Les pays émergents sont en train d'achever leur transition démographique : par exemple, l'Amérique latine ne connaît plus qu'un taux de croissance démographique annuel moyen de 1,3 %. Pour leur part, les PMA sont encore en pleine transition démographique : l'Afrique subsaharienne voit encore sa population augmenter en moyenne de 2,8 % par an : de ce fait, l'indice de fécondité de l'Afrique subsaharienne atteint encore des sommets (5,47 enfants par femme en moyenne en 2000) alors que celui de l'Asie n'est plus que de 2,7, mais l'Afrique a une espérance de vie moyenne à la naissance inférieure de 15 ans à celle des pays asiatiques (50,3 ans contre 65,5 ans en 2000).

Le contresens à éviter : ne pas confondre PED et PMA

Le sous-développement ne rime donc pas avec grande pauvreté et très faible niveau de développement. Les PED forment un groupe très hétéroclite, bien plus que celui des pays développés. Il ne faut donc pas avoir une vision caricaturale des pays en développement en les assimilant aux pays d'Afrique subsaharienne.

Synthétiquement, les PMA sont les pays pauvres avec une production essentiellement agricole, à faible niveau de développement : ces pays s'enfoncent dans le sous-développement. À l'opposé, les NPI sont les pays en rattrapage économique et en pleine industrialisation, à niveau de vie et de développement intermédiaire ou élevé.

12.3.2 Une insertion opposée dans le commerce international

Si les PED voient leur part dans le commerce international progresser depuis les années 1970 et une majorité de leurs exportations être constituée de produits manufacturés, ce n'est dû qu'au décollage économique de l'Asie de l'Est. Ainsi, entre 1948 et 2005, alors que la part des NPI et de la Chine dans le commerce mondial passe de 4 % à plus de 16 %, celle de l'Afrique passe elle de 7,3 % à 2,8 %. On assiste à une marginalisation très forte des PMA dans le commerce mondial, leur part passant de 1 % en 1970 à 0,3 % en 2005 ! Ces derniers sont restés spécialisés dans l'exportation de produits primaires, et donc dépendants de l'évolution du cours des matières premières et produits de base, alors que les NPI ont réussi à faire évoluer leur spécialisation vers les produits manufacturés, comme nous le verrons dans l'article suivant. De plus, les PED les plus avancés sont ouverts au commerce international du fait de leurs exportations, alors que les PMA n'ont un rôle dans le commerce international que par leurs importations, ce qui, certes, accroît leur taux d'ouverture, mais celui mesuré par le rapport de leurs importations (et non de leurs exportations) sur leur PIB, ce qui est assimilé à un taux de dépendance au commerce international : les PMA subissent le commerce international quand ils y participent. Enfin, les NPI ont de même réussi leur intégration dans la mondialisation financière en étant une des destinations principales des investissements directs à l'étranger (IDE) et des investissements de portefeuilles internationaux.

Tableau XII.1.3 Exportations de marchandises de 1948 à 2005
(en milliards de dollars et en%)

ZONE	1948	1953	1963	1973	1983	1993	2003	2005
Monde en valeur	58	84	157	579	1 838	3 675	7 369	10 159
PDEM en % du total	62,7	63,5	66,5	70,7	68,3	71,9	66	62,8
Amérique du Nord	27,2	24	19,2	16,9	15,4	16,6	13,5	12,6
Europe	31,4	34,8	41,4	45,3	43,5	43,9	44,9	43,2
Asie et Océanie développée ^a	4,1	4,7	5,9	8,5	9,4	11,4	7,6	7
PED et économies en transition en % du total	37,3	36,5	33,5	29,3	31,7	28,1	34	37,2
Amérique centrale et latine	13,1	11,1	7,6	5,1	5,8	4,4	5,2	5,5
Asie hors Japon, dont :	13,6	11,9	8,9	8,5	11,1	16,2	19,7	20,5
Chine	0,9	1,2	1,3	1	1,2	2,5	5,9	7,5
Inde	2,2	1,3	1	0,5	0,5	0,6	0,8	0,9
Six pays commerçants d'Asie de l'Est	2,8	3	2,4	3,4	5,8	9,7	9,6	9,7
Moyen-Orient	2	2,7	3,2	4,1	6,8	3,5	4,1	5,2
Afrique	7,3	6,5	5,7	4,8	4,5	2,5	2,4	2,8
CEI	1,3	4,3	8,1	6,8	3,5	1,5	2,6	3,2

a. Japon, Australie, Nouvelle-Zélande.

Source : OMC, *Statistiques du commerce international*, 2006.

12.4 LES CAUSES DU SOUS-DÉVELOPPEMENT

L'origine du sous-développement a fait l'objet de controverses théoriques importantes dans la seconde moitié du XX^e siècle.

12.4.1 Le sous-développement comme retard : les théories libérales

Les PED sur les traces des pays développés

Au cours des années 1950, l'analyse libérale du sous-développement considère ce dernier comme l'expression du simple retard des pays pauvres qui n'ont donc qu'à copier le modèle de développement des pays riches. Cette analyse est représentée par les travaux de l'économiste américain Walt Rostow qui, en 1961, dans *Les Étapes de la croissance*. Un manifeste non communiste, définit cinq étapes de croissance que les pays doivent connaître pour se développer :

- la « société traditionnelle » : économie de subsistance, sans accumulation, spécialisée dans les activités agricoles. L'économie connaît donc un taux de croissance très faible ;
- les « préalables au développement » : inspirés de l'observation des sociétés européennes des XVI^e et XVII^e siècles, ils consistent en un changement des mentalités vers l'accumulation et l'accroissement

- du taux d'épargne. Une structure économique et sociale tournée vers la croissance économique se met en place (début de l'industrialisation et émergence d'une bourgeoisie commerçante) ;
- le « take-off » (décollage) : apparition du progrès technique, le taux d'investissement augmente fortement, ce qui lance la croissance économique. Cette période est assimilée à la révolution industrielle des pays développés des XVIII^e et XIX^e siècles ;
 - la « marche vers la maturité » : diversification des secteurs de production par la diffusion du progrès technique, accroissement des gains de productivité ;
 - la « consommation de masse » : accroissement des revenus de la population qui lui permet d'atteindre un niveau de vie élevé basé sur la consommation de masse : biens d'équipement, loisirs, etc.

Cette thèse a fait l'objet de nombreuses critiques. L'économiste américain Simon Kuznets, en 1972, met en cause le manque de données empiriques qui aurait permis de valider les différentes étapes du développement, ainsi que l'absence de précision sur les modalités de passage d'une étape à une autre. L'économiste d'origine russe Alexander Gerschenkron montre qu'il est possible de suivre d'autres voies de développement que les seules étapes de Rostow. Il indique aussi que des étapes peuvent être sautées du fait que l'emploi de nouvelles technologies dans le développement actuel permet de venir concurrencer bien plus rapidement les pays développés. De plus, le caractère universel de cette théorie est remis en cause. Elle ne serait que l'interprétation du processus historique de développement des pays occidentaux au cours de leur industrialisation et ne saurait être appliquée aux PED actuels du fait du changement de contexte (modalités du commerce international, existence de pays développés aujourd'hui...). Cette théorie serait donc trop linéaire, évolutionniste et non universelle, réduisant le développement au phénomène occidental contemporain de l'avènement de la consommation de masse.

Une trop faible spécialisation commerciale internationale

Depuis la fin des années 1960, l'analyse libérale critique les politiques protectionnistes adoptées par plusieurs PED. S'appuyant sur la théorie néoclassique du commerce international, héritée des travaux de David Ricardo sur les avantages comparatifs et ses prolongements modernes avec le théorème HOS (Heckscher-Ohlin-Samuelson), elle considère que le sous-développement est causé par une trop faible insertion dans le commerce international et que la voie du développement passe par la spécialisation des exportations. Les PED doivent se spécialiser dans la ou les productions où ils disposent d'un avantage comparatif par rapport aux autres pays. Le théorème HOS précise alors que l'avantage comparatif dépend de la dotation en facteurs de production du pays concerné : main-d'œuvre, ressources naturelles, capital technique... Quel que soit le choix de la spécialisation, elle sera mutuellement avantageuse pour le PED comme pour ses partenaires commerciaux du moment qu'elle concerne le secteur où l'avantage comparatif est présent. La participation au commerce international par l'intermédiaire de la spécialisation est donc la voie du développement. Le sous-développement se caractérise par une trop faible exploitation et mise en valeur de leurs avantages comparatifs par les PED.

En conséquence, dans les années 1950, des auteurs comme Jacob Viner et Gottfried Haberler incitent les PED à accentuer leur spécialisation dans les produits primaires. Les gains tirés de l'échange international leur permettront d'importer des biens d'équipement et ainsi d'amorcer leur « take-off ». Leur raisonnement s'appuie sur les exemples réussis de l'Australie ou de la Nouvelle-Zélande.

Ces théories seront à l'origine des travaux de Bela Balassa, Anne Krueger et Jagdish Bhagwati qui théoriseront la politique d'ouverture commerciale prônée par les institutions internationales comme le Fonds monétaire international (FMI) ou la Banque mondiale dans les années 1980 (que nous aborderons dans l'article suivant).

12.4.2 Les structures des PED comme obstacles à leur développement

La première économie du développement

Les deux pionniers de l'économie du développement sont l'économiste britannique Arthur Lewis (prix Nobel en 1979) et le Suédois Gunnar Myrdal (prix Nobel en 1974).

Le concept-clé à connaître : le dualisme

Arthur Lewis considère que le sous-développement est causé par le **dualisme*** de l'économie des pays pauvres. Deux secteurs coexistent au sein de ces économies :

- un secteur moderne, capitaliste, qui est la source d'une accumulation et de gains de productivité ;
- un secteur traditionnel, de subsistance, qui pèse sur le secteur moderne à cause de faibles gains de productivité. En effet, ce secteur monopolise la main-d'œuvre disponible et empêche le secteur moderne de se développer du fait du surplus de main-d'œuvre agricole.

La thèse du dualisme peut aussi être étendue à l'existence d'un secteur informel à côté de l'économie officielle, qui permet la survie d'une partie de la population par la distribution de revenus grâce à des activités dissimulées ou illégales.

Pour Lewis, le sous-développement provient de l'utilisation sous-optimale de la main-d'œuvre. En effet, il pose la corrélation entre le sous-emploi et le sous-développement : les gains de productivité ne se traduisent pas en accroissement des salaires réels comme le postule pourtant l'analyse néoclassique. Le fort potentiel de main-d'œuvre dans le secteur rural exerce une pression à la baisse sur les salaires. En conséquence, les gains de productivité réalisés dans le secteur moderne ne profitent pas au développement de la population locale sous forme de hausse du niveau de vie, mais sont répercutés sur les prix des exportations, profitant alors aux importations des pays développés. La solution est de transférer ce surplus de main-d'œuvre du secteur traditionnel dans le secteur moderne où la productivité est croissante, afin de dégager des taux de profits croissants et donc un taux d'épargne suffisamment important pour lancer le processus d'industrialisation. Lewis pense donc que le processus de développement se déroulera par la rupture du dualisme.

Myrdal, qui a travaillé sur l'Asie du Sud dans les années 1950-1960, constate que le libre jeu du marché dans les PED éloigne l'économie de l'équilibre du fait que les « effets de remous », effets qui amplifient les déséquilibres (la croissance appelle la croissance et la pauvreté la pauvreté), dominent les « effets de propagation », qui eux permettent de diffuser la croissance des secteurs riches vers les plus pauvres. Les inégalités se polarisent donc à l'intérieur du pays. De plus, ces « effets de remous » sont entretenus par les institutions traditionnelles féodales des PED (structures sociales

archaïques de castes...). Se manifeste selon lui une « causalité circulatoire » : les inégalités issues du libre jeu du marché sont amplifiées par ces institutions inégalitaires, les « effets de remous » augmentent, ce qui accentue les inégalités. Le concept de « causalité circulatoire » implique que le sous-développement n'est pas seulement le fait des structures économiques mais aussi celui des facteurs institutionnels non économiques des PED. Myrdal est le pionnier des analyses institutionnalistes du sous-développement. Dans une perspective sociale-démocrate, il prône l'intervention de l'État dans les PED pour encadrer le libre jeu du marché et la nécessité de l'avènement d'un État-providence dans ces pays pour y réduire les inégalités, en favorisant les « effets de propagation » par une redistribution volontariste.

Ces deux analyses ne remettent cependant pas en cause les effets bénéfiques que peut apporter la participation des PED au commerce international, à l'inverse des théories suivantes.

L'analyse structuraliste

L'analyse structuraliste naît au sein de la Commission économique pour l'Amérique latine des Nations unies (CEPAL), créée en 1948. Elle est représentée par les travaux de l'économiste argentin Raul Prebisch, en particulier un article publié en 1950 en collaboration avec Hans Singer et un rapport à la CNUCED en 1964 sur les causes du sous-développement de l'Amérique latine. Il considère que le sous-développement est la conséquence de la division internationale du travail qui engendre la polarisation du monde entre un centre (les pays riches) et une périphérie (les pays pauvres) : l'analyse « **centre-périphérie*** ». L'avancée technologique et la position du centre lui permettent d'organiser à son profit les relations avec la périphérie. En conséquence, les pays de la périphérie se voient cantonnés à l'exportation des produits primaires pour le centre. De plus, le progrès technique a des effets différents sur les prix selon la structure de marché. Dans le centre, les marchés étant peu concurrentiels, la baisse des prix est limitée alors que dans la périphérie, les prix des produits primaires diminuent. En conséquence, les prix de leurs importations augmentant par rapport à ceux de leurs exportations, les pays de la périphérie s'appauvrissent en participant au commerce international. C'est à une véritable mise en accusation de la théorie traditionnelle du commerce international que se livre Prebisch. La spécialisation dans les produits primaires des PED et la dégradation des **termes de l'échange*** sont la cause de leur sous-développement. Ce mouvement de pensée sera à l'origine de la revendication du nouvel ordre économique international (NOEI) à la CNUCED.

Le concept-clé à connaître : les termes de l'échange

La notion de « termes de l'échange » désigne le rapport de l'indice des prix des exportations à l'indice des prix des importations d'un pays :

$$\text{Termes de l'échange} = \frac{\text{Indice des prix des exportations}}{\text{Indice des prix des importations}} \times 100$$

Son accroissement (amélioration des termes de l'échange) peut être interprété comme le fait que le pays voit le pouvoir d'achat de ses exportations augmenter : avec une unité de produit exporté, il pourra acheter une quantité plus importante de produits étrangers. La diminution du rapport s'appelle la détérioration des termes de l'échange. L'évolution des termes de l'échange dépend donc de l'évolution des prix des produits exportés et importés.

La thèse de la détérioration des termes de l'échange des PED implique donc que ces derniers doivent exporter des quantités de plus en plus importantes de produits (surtout primaires) pour compenser l'accroissement du prix relatif de leurs importations, sinon le solde de leur balance extérieure peut se détériorer.

Néanmoins, il ne faut pas assimiler mécaniquement la dégradation des termes de l'échange à un effet négatif sur l'économie. Elle peut aussi être la conséquence d'une amélioration de la compétitivité-prix des produits exportés et donc être facteur de gains de parts de marché. Tout dépend donc de l'origine de la détérioration des termes : baisse des prix des exportations ou accroissement de ceux des importations.

Tableau XII.1.4 Évolution des termes de l'échange des pays du tiers-monde à économie de marché entre 1876 et 1990 (1963 = 100)

	TOUS PAYS	PAYS EXPORTATEURS DE PÉTROLE	AUTRES PAYS
1876-1880	66-77	-	-
1928-1929	89-96	-	-
1938	80	-	-
1950-1954	111	100	115
1960-1964	101	101	101
1965-1969	91	89	104
1970-1972	90	98	107
1973-1975	147	236	116
1976-1978	171	300	111
1979-1981	225	484	106
1982-1984	235	549	100
1985-1987	189	365	95
1989-1991	175	310	90

Source : Paul Bairoch, *Mythes et paradoxes de l'histoire économique, La Découverte, 1994.*

Les calculs de Paul Bairoch semblent infirmer les thèses de Raul Prebisch sur la période qu'il étudiait (la première moitié du XX^e siècle). Ces dernières ont d'ailleurs été fortement contestées par la suite par les libéraux. Cependant, on constate une dégradation des termes de l'échange des PED non exportateurs de pétrole depuis les années 1970, ce qui pourrait alors valider empiriquement les conclusions de Raul Prebisch, en particulier pour les PMA exportateurs de produits primaires.

L'économiste français François Perroux est l'autre représentant de l'analyse structuraliste du sous-développement. Le monde s'organise selon lui dans des relations inégales de pouvoir entre les pays, certains pouvant orienter les échanges et la production à leur profit (« effet de domination »). L'économie mondiale est donc structurée en pôles d'influence entretenant des relations asymétriques entre eux basées sur des dominations. Cependant, si cette analyse se rapproche fortement de la thèse du centre et de la périphérie de Raul Prebisch, François Perroux ne considère pas que les relations de domination soient le fruit d'une action volontaire des États du « centre ».

Il plaide alors pour la constitution de pôles de développement dans les zones dominées par l'intervention d'un État planificateur, proposition qui aura une forte influence sur les stratégies de développement des années 1950 et 1960.

Le rôle des facteurs socioculturels

Les analyses précédentes convergent sur un point fondamental : le sous-développement n'a pas que des causes économiques, il a aussi des origines non économiques. Ainsi les institutions, les traditions présentes dans les PED peuvent être une entrave au développement. Ce dernier nécessite la réunion de conditions socioculturelles pour pouvoir advenir : changement culturel tourné vers le progrès, logique de l'enrichissement et de l'accumulation comme but de l'activité économique. Ainsi Arthur Lewis note qu'« une partie de la production et des échanges [dans les PED] est régie non par le désir de maximisation du revenu mais par d'autres considérations non économiques ».

L'économie du développement doit donc se tourner vers les apports de la sociologie et de l'anthropologie pour mieux comprendre les blocages culturels au développement, comme les pratiques religieuses ou traditionnelles dans certains pays qui réduisent les femmes à un rôle de mère ou bien les travaux du sociologue français Marcel Mauss sur le don et la *kula* (système d'échanges réciproques entre tribus) qui montrent que les échanges peuvent répondre à des logiques politiques de prestige, de pouvoir ou de pacification des conflits... Ces différentes traditions culturelles sont des obstacles au processus d'accumulation et d'industrialisation, préalable essentiel au développement. Le sous-développement s'expliquerait alors par le fait que certaines sociétés n'y sont pas prêtes culturellement. Cette thèse est à l'origine d'apports importants comme le fait de ne pas réduire le processus complexe de développement à de seules conditions économiques et donc de prendre en compte les données culturelles des pays dans la définition des stratégies de développement. Mais il faut faire attention de ne pas tomber dans le piège du déterminisme culturel du développement, présent par exemple dans l'idée que des aires culturelles (monde musulman, Afrique subsaharienne) ne connaîtront pas le développement du fait de leurs valeurs et pratiques opposées à toute idée de progrès. Des pays africains ou arabo-musulmans connaissent un processus de développement. La culture n'est donc qu'un facteur parmi d'autres du développement.

L'exemple à savoir : *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme* de Max Weber

Dans son livre *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme* (1905), l'économiste et sociologue allemand Max Weber se demande pourquoi le capitalisme est d'abord apparu en Europe et en particulier dans les pays de tradition protestante. Il va démontrer que, pour s'épanouir et se développer, les relations marchandes nécessitent l'apparition et la généralisation d'un « esprit capitaliste » qu'il va définir comme la recherche par des moyens rationnels de l'accumulation de toujours plus d'argent. Cet ethos capitaliste va modifier la nature profonde de la finalité des relations économiques : non plus la satisfaction des besoins mais l'acquisition sans fin de richesses. Or, l'apparition et la généralisation de cet esprit capitaliste vont être favorisées par la religion calviniste. En effet, dans le protestantisme, les hommes ne savent pas s'ils seront élus ou damnés après leur mort. Mais leur destinée est écrite dès leur naissance, c'est la prédestination. Pour se

rassurer, ils vont chercher des preuves de leur élection dans la vie quotidienne. Ces preuves d'élection vont se matérialiser dans la réussite économique et l'enrichissement personnel. Ainsi vont concorder une éthique protestante et un esprit du capitalisme du fait que les valeurs de ces deux cultures vont coïncider. Pour Max Weber, le capitalisme naît dans les pays protestants du fait de l'existence de valeurs et de croyances compatibles avec celles de l'enrichissement personnel. Cependant, Max Weber ne réduit pas l'apparition du capitalisme au seul facteur culturel de la religion.

12.4.3 Le sous-développement comme conséquence de l'impérialisme : les analyses néomarxistes

L'école de la dépendance

Les économistes néomarxistes vont radicaliser dans les années 1960-1970 l'analyse centre-périphérie en développant la notion de dépendance (même si cette notion existait déjà dans les travaux de Raul Prebisch) dans le cadre d'une théorie de l'impérialisme des pays développés sur les pays du Sud, déjà proposée par Lénine. Pour l'économiste égyptien Samir Amin (*Le Développement inégal*, 1973), le modèle économique capitaliste est à l'origine du sous-développement. Les PED sont dominés dans le rapport économique mondial et c'est cette domination qui organise leur sous-développement. En effet, la relation de dépendance de la périphérie vis-à-vis du centre est un héritage du développement du capitalisme mondial basé sur une structure coloniale, dont les firmes multinationales implantées dans les pays du Sud seraient les héritières (exploitation des ressources naturelles et de la main-d'œuvre locale au profit des consommateurs du Nord). Cette relation de dépendance assure le transfert des richesses du Sud vers les pays du Nord, permettant le processus d'accumulation capitaliste des pays développés. Le capitalisme interdit donc par sa nature l'intégration économique de la périphérie. C'est le développement des pays riches qui nécessite le sous-développement des pays pauvres. Le rapport de domination n'oppose plus des classes sociales, mais des pays à l'échelle mondiale.

L'« échange inégal »

Les économistes néomarxistes vont ensuite théoriser la nature de l'échange qui s'effectue entre le centre et la périphérie : il s'agit de l'« **échange inégal*** » dont une des formulations est proposée par l'économiste grec Arghiri Emmanuel en 1972.

Les économistes néomarxistes considèrent donc que le sous-développement est le produit du capitalisme et donc du développement. C'est pourquoi le développement de la périphérie ne peut se faire selon eux dans le cadre du capitalisme. Elle doit trouver d'autres voies de développement. Ainsi, pour assurer le développement de la périphérie, Samir Amin va prôner la déconnexion, c'est-à-dire la rupture du lien de dépendance avec le centre par le protectionnisme, et faire la promotion d'un **développement autocentré*** (basé sur le marché intérieur). Mais cette déconnexion est aussi à l'origine de divergences au sein de l'école néomarxiste, Arghiri Emmanuel s'y opposant par exemple.

Le concept-clé à connaître : l'échange inégal

Reprenant la théorie de la valeur de Marx, cette théorie part de l'hypothèse que la valeur d'un bien dépend des facteurs de production qui y sont intégrés. Or, pour réaliser un produit identique, les pays du centre versent des salaires plus élevés que ceux des pays de la périphérie. La hausse des salaires dans les pays du centre contribue donc à améliorer la valeur des biens qui y sont produits au détriment de ceux produits par les pays de la périphérie. L'échange est donc inégal par nature entre le centre et la périphérie car il est dû aux écarts de salaire entre les pays riches et les pays pauvres.

RÉSUMÉ

- Le sous-développement se définit comme l'ensemble des blocages qui empêchent le processus d'industrialisation et d'amélioration du niveau de vie de se réaliser dans un pays. Malgré le débat encore d'actualité sur la pertinence des définitions et de la légitimité de la notion de développement, un large consensus politique et théorique s'est opéré au cours de la seconde moitié du XX^e siècle sur la nécessité de sortir les pays pauvres de leur situation : structure économique et sociale désarticulée, croissance démographique vécue par plusieurs pays comme un fardeau pour la croissance, place mineure dans le commerce international.
- Mais le sous-développement ne recouvre pas un monde homogène comme le laissait croire le concept de tiers-monde dans les années 1950 et 1960. Il regroupe les nouveaux pays industrialisés (NPI), un ensemble de pays en plein essor économique qui rattrape les pays développés, et les pays les moins avancés (PMA) qui eux s'enfoncent dans le sous-développement. Ainsi les indicateurs de développement, comme l'indicateur de développement humain (IDH), reflètent cette grande variété de situations des pays en développement (PED).
- Pour sortir les pays pauvres du sous-développement, plusieurs courants théoriques s'opposent sur les blocages qui expliquent leur situation. Le courant libéral considère le sous-développement comme un simple retard qui pourra être comblé par l'imitation des stratégies adoptées par les pays développés dans leur industrialisation et, en particulier, la participation au commerce international. D'autres courants hétérodoxes considèrent eux que les PED doivent élaborer des stratégies originales du fait de la spécificité de leur situation économique, sociale et culturelle : dualisme du système économique, insertion défailante dans le commerce international, culture opposée aux modalités de développement, sous-développement des pays de la « périphérie » causé par la domination exercée par les pays développés du « centre ».

DES CHIFFRES ET DES DATES

- 1952 : Alfred Sauvy utilise pour la première fois l'expression « tiers-monde ».
- 1955 : conférence de Bandoeng (Indonésie) : émergence du tiers-monde comme force politique internationale.
- 1960 : création de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) par l'Arabie Saoudite, l'Irak, l'Iran, le Koweït et le Venezuela.
- 1961 : conférence de Belgrade ou « Sommet des pays non alignés ».
- 1964 : création de la Commission des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED).
- 1965 : création du programme des Nations unies pour le développement (PNUD).
- 1971 : création du sigle des pays les moins avancés (PMA) par l'ONU.
- 1974 : revendication par les pays du tiers-monde à l'ONU d'un nouvel ordre économique international (NOEI).
- 1990 : création de l'indicateur de développement humain (IDH) par le PNUD.

BIOGRAPHIES

- Amin, Samir (né en 1931). Économiste néomarxiste égyptien, théoricien de l'école de la dépendance, il considère que le sous-développement des pays du Sud (la périphérie) est produit par l'accumulation capitaliste des pays du Nord (le centre). Il prône alors dans un premier temps la déconnexion, à savoir la poursuite d'une stratégie de développement autonome et indépendante de l'économie internationale capitaliste, avant de s'en détacher par la suite. Principaux ouvrages : *Le Développement inégal* (1973), *La Déconnexion* (1986).
- Emmanuel, Arghiri (1911-2001). Économiste néomarxiste grec, il montre avec la théorie de l'échange inégal que les relations commerciales entre le centre et la périphérie peuvent être inégales du fait des écarts entre les salaires entrant dans la composition de la valeur des biens. Principal ouvrage : *L'Échange inégal* (1972).
- Lewis, Arthur (1915-1991). Économiste britannique né dans les Antilles, prix Nobel en 1979, il est à l'origine de l'analyse dualiste comme explication du sous-développement. Il insiste sur les facteurs non économiques du sous-développement. Il considère que le développement adviendra par le déversement de la main-d'œuvre du secteur traditionnel dans le secteur moderne. Principaux ouvrages : *Développement économique avec une offre illimitée de travail* (1955), *L'Ordre économique international* (1978).
- Myrdal, Gunnar (1898-1987). Économiste keynésien suédois, prix Nobel d'économie en 1974, il est partisan d'une approche institutionnaliste du sous-développement : considérant que les institutions traditionnelles des pays pauvres favorisent le cercle vicieux de la sous-industrialisation, il plaide pour un fort interventionnisme étatique pour sortir du sous-développement. Principal ouvrage : *Asian Drama* (1968).

- Perroux, François (1903-1987). Économiste français inclassable (même s'il reconnaît une fidélité aux travaux de Schumpeter), il considère que le sous-développement est le produit de la structure des relations internationales qui instaurent des situations de domination et de dépendance. Il prône des stratégies d'industrialisation par la création de « pôles de croissance » réunissant des industries lourdes pouvant amener des effets d'entraînement à l'ensemble de l'économie. Principaux ouvrages : *Économie et société : échange, contrainte et don* (1960), *L'Économie du xx^e siècle* (1961), *Pouvoir et économie généralisée* (1973).
- Prebisch, Raul (1901-1987). Économiste argentin, figure de proue de l'école structuraliste latino-américaine, observateur de la pauvreté de l'Amérique latine, il démontre que le sous-développement est causé par la dégradation des termes de l'échange des pays du Sud, liée à une spécialisation dans les produits primaires. Il va plaider pour un développement autocentré. Il sera le premier secrétaire général de la CNUCED créée en 1964. Principal ouvrage : *Le Développement économique de l'Amérique latine et ses principaux problèmes* (1950).
- Sauvy, Alfred (1898-1990). Économiste et démographe français, il est à l'origine de la théorie de la transition démographique et de la notion de tiers-monde qu'il élabore en 1952 pour qualifier le groupe de pays en développement marginalisé dans la logique des deux blocs de la guerre froide et qui va se constituer en troisième voie de développement.

BIBLIOGRAPHIE

- Assidon, Elsa. *Les Théories économiques du développement*, La Découverte, coll. « Repères », 1992. Une présentation claire, peu formalisée et synthétique des débats économiques sur les causes du sous-développement.
- Brunel, Sylvie. *Le Sous-Développement*, PUF, coll. « Que sais-je ? », 1996. Une synthèse claire par une spécialiste de la question, engagée aussi bien d'un point de vue universitaire que militant dans le développement.
- Treillet, Stéphanie. *L'Économie du développement*, Nathan, coll. « Circa », 2002. Une synthèse générale très claire, avec des extraits de textes pour approfondir et aller à la source des théories.

Pour aller plus loin

- Bairoch, Paul. *Mythes et paradoxes de l'histoire économique*, La Découverte, 1994. Pour éclairer différents débats d'histoire économique sur les processus de croissance ou le commerce international.
- *Cahiers français*, « Mondialisation et inégalités », n° 305, La Documentation française, novembre-décembre 2001. Des données et des synthèses très éclairantes sur les inégalités mondiales.
- *Cahiers français*, « Développement et mondialisation », n° 310, La Documentation française, septembre-octobre 2002. Une série d'articles pour répondre à la question du rôle de la mondialisation dans le développement.

- *Cahiers français*, « Mondialisation et commerce international », n° 341, La Documentation française, novembre-décembre 2007. Une actualisation des théories et faits récents sur le commerce international.
- Conseil d'analyse économique, « Développement », n° 25, 2000 (rapport disponible sur www.cae.gouv.fr). Des articles de fond, parfois techniques, pour aller plus loin sur les problématiques contemporaines du développement.
- PNUD, rapports annuels sur le développement humain (disponibles sur www.undp.org/french). Une base essentielle de données et de faits par l'institution internationale spécialiste du développement.
- Rist, Gilbert. *Le Développement, histoire d'une croyance occidentale*, Presses de Sciences Po, 2007. Une analyse critique de la notion de développement et donc des caractéristiques du sous-développement.

VOS SUJETS DE DISSERTATION EN MAI PROCHAIN

- Avantages et inconvénients de l'insertion dans les échanges internationaux pour les pays en développement (PED).
- L'échange international peut-il toujours être considéré comme un facteur de rattrapage ?
- Quels sont les principaux obstacles rencontrés par les PVD qui freinent leur transformation d'économies traditionnelles en économies développées, depuis leur accès à l'indépendance ?
- L'objectif de la CNUCED, créée en 1964, était de promouvoir le commerce international pour accélérer le développement. Quel bilan peut-on tirer, par rapport à cet objectif, des expériences des pays du tiers-monde depuis un quart de siècle ?
- L'évolution de l'économie mondiale depuis 20 ans a mis en lumière l'émergence d'un défi industriel des pays du tiers-monde. Vous analyserez les problèmes actuels que rencontre cette industrialisation.
- Qu'est-ce qu'une économie dominée ?
- Commentez l'affirmation de Pierre Drouin : « le sous-développement n'est pas un retard de développement mais un produit du développement ».
- La croissance des pays en développement nuit-elle à la prospérité des pays industrialisés ?
- L'émergence des nouveaux pays industrialisés est-elle un frein à la croissance des pays avancés ?

Article 2. Réussite et échec des stratégies de développement

Plusieurs stratégies de développement se sont succédé à partir de la seconde moitié du XX^e siècle. Leurs fondements sont intimement liés au contexte diplomatique, commercial et idéologique de leurs époques respectives : choix du libre-échange ou du protectionnisme, de l'État ou du marché, inspirations libérales ou keynésiennes...

12.1 LES STRATÉGIES D'INDUSTRIALISATION

L'accomplissement de ces stratégies va se dérouler des années 1950 jusqu'au début des années 1980. Elles sont le fait de pays souvent nouvellement indépendants suite au processus de décolonisation. La plupart de ces pays vont faire jouer un rôle primordial à l'État du fait du contexte mondial keynésien pour le bloc de l'Ouest et de l'hégémonie socialiste dans le bloc de l'Est : c'est l'idéologie triomphante du volontarisme politique qui permettra d'amorcer une industrialisation tardive.

12.1.1 Les fondements des stratégies d'industrialisation

Le choix de l'industrie

La plupart des pays du tiers-monde vont choisir de privilégier l'industrie au détriment de l'agriculture. Un consensus se met en place pour lier de manière forte développement et industrialisation. En effet, beaucoup de pays ont en mémoire les dégâts provoqués par leur spécialisation dans les produits primaires. De plus, le secteur industriel est supposé être facteur d'externalités positives par des effets d'entraînement sur les autres secteurs de l'économie – par l'intermédiaire de gains de productivité, d'un accroissement de la qualification de la main-d'œuvre et en suscitant du progrès technique. De l'autre côté, l'agriculture est considérée comme un secteur archaïque, à faible potentiel de productivité, qui se développera grâce aux effets d'entraînement de l'industrie. On retrouve donc ici l'influence de la thèse dualiste d'Arthur Lewis.

Le raisonnement à maîtriser : l'effet d'entraînement

L'effet d'entraînement est un mécanisme par lequel la croissance d'un secteur est censée entraîner l'expansion d'autres secteurs de l'économie du fait du poids ou de l'avancée technologique du secteur leader. Cet effet passe par l'apparition d'externalités positives (innovations technologiques qui vont profiter aux techniques de production de l'ensemble de l'économie par exemple). Se met alors en place un cercle vertueux de croissance où chaque secteur de l'économie entraîne l'expansion des autres par des effets de liaison.

Croissance équilibrée ou déséquilibrée

Il faut cependant choisir dans quelles branches de l'industrie investir. Deux thèses s'opposent sur le sujet.

Ragnar Nurske et Paul Rosenstein-Rodan considèrent qu'il faut développer une croissance équilibrée, c'est-à-dire répartir les investissements dans toutes les branches industrielles afin d'assurer simultanément une offre et une demande pour éviter tout déséquilibre. Ils s'appuient sur la loi des débouchés de Say, clé de voûte des théories néoclassiques de la croissance.

À l'inverse, Albert Hirschman et François Perroux font pour leur part la promotion de la croissance déséquilibrée : il faut concentrer les investissements dans les secteurs moteurs de l'économie (les « pôles de croissance » de François Perroux) afin de susciter une croissance généralisée par la suite à travers des effets d'entraînement et de liaison. Il ne faut donc pas gaspiller le capital dans des branches qui n'auront pas de retombées positives sur toute l'économie. Ces travaux susciteront les stratégies basées sur le développement de l'industrie lourde.

Si les stratégies de développement de cette époque convergent sur le rôle de l'industrie et de l'État, elles divergent sur celui du commerce international comme nous allons le voir maintenant.

12.1.2 Le développement autocentré

Le premier type de stratégies de développement regroupe des industrialisations basées sur le développement du marché intérieur : c'est le développement autocentré. Elles reflètent un « pessimisme pour les exportations » vécu par ces pays à la suite de spécialisations défailtantes (souvent dues à un passé de colonie) et d'une dégradation des termes de l'échange.

L'industrialisation par substitution aux importations (ISI)

Cette stratégie d'industrialisation par substitution aux importations (le « *desarrollismo* », de l'espagnol *desarrollo* = développement), d'abord simple improvisation des grands pays d'Amérique latine, est ensuite théorisée par la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) et les travaux de Raul Prebisch qui reprennent le « protectionnisme éducateur » de Friedrich List. Elle est mise en œuvre dans les années 1950 dans la majorité des PED, généralisée en Amérique latine mais aussi en Asie (Corée, Philippines...) et en Afrique (Sénégal, Kenya...).

Il s'agit de se libérer de la dépendance au commerce international en substituant progressivement la production nationale aux importations. L'accroissement de la production nationale présuppose une demande interne suffisante pour l'absorber et éviter une crise de surproduction. Cette stratégie nécessite donc la mise en place d'une réforme agraire pour redistribuer les revenus et la constitution de marchés intégrés régionaux (comme le traité de Montevideo de 1960 instaurant une zone de libre-échange, l'Association latino-américaine de libre commerce – ALALC). Elle nécessite aussi des politiques protectionnistes et le financement des investissements massifs, provenant souvent de l'extérieur (financement par endettement international que nous étudierons par la suite). Le développement doit être assuré par une stratégie de remontée de filière qui permet de diversifier la production. Le pays produit d'abord des biens de consommation basiques (biens alimentaires, textile), puis il produit des biens plus élaborés (chimie puis biens industriels, d'équipement...). À terme, cette stratégie d'industrialisation par l'aval doit donc aboutir à une production industrielle diversifiée assise sur un marché intérieur stable.

Le concept-clé à connaître : la remontée de filière

Il s'agit d'un processus permettant de réaliser la production située en amont. En produisant un bien, on acquiert progressivement des techniques de production permettant de réaliser les facteurs de production nécessaires à sa fabrication. On peut alors ensuite produire en amont les biens intervenant dans la production du premier et ainsi de suite. À terme, il est possible de maîtriser l'ensemble d'une filière depuis l'aval jusqu'en amont. C'est une stratégie permettant la concentration verticale au niveau des entreprises que les pays peuvent aussi réaliser.

Les industries industrialisantes

Une autre voie, suivie en particulier par l'Inde dans les années 1950 et l'Algérie à partir de 1967, est de construire une industrie par l'amont et non par l'aval (comme l'ont réalisé les pays précédents), par une politique volontariste de l'État à travers une planification publique (plans quinquennaux indiens à partir de 1948) : c'est la stratégie des industries industrialisantes.

Inspirées de l'expérience de l'URSS et de la thèse de la croissance déséquilibrée de François Perroux (en particulier pour l'Algérie), cette stratégie amène l'État à orienter les investissements à la place du marché (la faible rentabilité initiale de ces investissements découragerait des acteurs privés) dans les secteurs stratégiques pour constituer des pôles industriels de croissance qui, par les effets d'entraînement (industries « industrialisantes »), propageront le développement dans tous les autres secteurs industriels en aval. Ces secteurs privilégiés sont ceux de l'industrie lourde en amont du processus productif qui, en dégagant des gains de productivité, favoriseront la croissance de l'économie tout entière (mécanisation de l'agriculture par exemple...). Le secteur primaire, lui, doit fournir les biens de consommation intermédiaires à l'industrie et des débouchés aux biens d'équipement qui y sont produits.

Ainsi l'Algérie oriente, par la planification de ses investissements, ses capitaux vers l'industrie de biens d'équipement. L'État réunit plusieurs industries en « pôles de croissance » censés générer des synergies et des externalités positives : la sidérurgie, la chimie, la mécanique... Pour accélérer l'industrialisation sont importées des technologies modernes des pays développés.

Les raisons d'un échec

À court terme, ces stratégies semblent atteindre leurs buts : la production industrielle se diversifie à travers la constitution d'un appareil productif modernisé et la richesse produite par habitant augmente, en particulier dans les grands pays comme l'Inde, le Brésil ou le Mexique. Mais, à la fin des années 1970, un constat s'impose : ces stratégies n'ont pas permis d'entretenir un processus durable de croissance et de développement ; la pauvreté et les inégalités sont toujours fortement présentes.

Pourquoi cet échec ? Tout d'abord, l'insuffisance du marché intérieur ne permet pas d'assurer des débouchés aux produits industriels (par exemple, l'intégration régionale du traité de Montevideo est un échec, ce qui ne permet pas de réaliser l'extension des marchés) et les biens d'équipement ne sont pas compétitifs sur le marché international. De plus, ces stratégies nécessitent un accroissement des importations, en particulier des technologies et des biens d'équipement pour assurer l'industrialisation, mais aussi parfois de produits agricoles du fait de l'abandon du secteur primaire.

Les pays se retrouvent dans une situation de dépendance technologique vis-à-vis de l'extérieur, ce qui va générer un déficit important de leur balance des paiements. Cette dépendance va prendre la forme de la « crise de la dette » dans laquelle vont s'enfoncer plusieurs pays d'Amérique latine à partir de 1982.

Les libéraux, eux, vont pointer trois responsabilités dans cet échec : un État trop présent qui se substitue au marché, une spécialisation industrielle trop précoce et un développement qui s'est coupé du commerce international.

12.1.3 Le développement extraverti

Une partie des pays du tiers-monde va suivre une autre stratégie d'industrialisation, passant par une participation croissante au commerce international (**développement extraverti***), suivant en cela les principes de la théorie néoclassique des avantages comparatifs, avec plus ou moins de succès.

L'exportation de produits primaires

Des PED dotés de ressources naturelles abondantes, comme le pétrole, vont suivre une stratégie classique de spécialisation dans l'exportation de ces produits primaires : ressources naturelles, produits agricoles, etc. Les ressources financières tirées de ces exportations doivent permettre d'importer des biens d'équipement pour favoriser l'industrialisation du pays. Comme nous l'avons vu précédemment, cette stratégie s'est avérée ruineuse pour nombre de pays spécialisés dans une monoculture, du fait de la dégradation des termes de l'échange, dégradation qui touche aussi les pays exportateurs de pétrole dans les années 1980 à la suite des deux chocs pétroliers des années 1970. De plus, la forte volatilité des cours des produits primaires ainsi que la concurrence et les pratiques protectionnistes des pays du Nord rendent ce processus de développement instable. Beaucoup de ces pays, hormis les pays de l'OPEP, font partie des PMA aujourd'hui du fait de leur spécialisation internationale défailante.

La promotion des exportations (PE)

Cette stratégie de promotion des exportations, appelée aussi « substitution aux exportations », a été initiée dès les années 1950 par deux pays asiatiques, Hong Kong et Singapour, rejoints dans les années 1960-1970 par la Corée du Sud et Taiwan (ces quatre pays devenant les NPPIA : nouveaux pays industrialisés asiatiques ou les « Dragons asiatiques ») et certains pays d'Amérique latine comme le Brésil, le Chili ou le Mexique. Dans les années 1980, d'autres pays asiatiques leur emboîtent le pas : Chine, Malaisie, Thaïlande. Il s'agit de substituer progressivement aux exportations de produits primaires des produits de plus en plus élaborés par la remontée de filières : remplacer les exportations traditionnelles par de nouvelles, plus intensives en capital et à plus forte valeur ajoutée ; passer de l'industrie légère à l'industrie lourde, en intégrant progressivement du progrès technique et en assurant la formation de la main-d'œuvre.

Ce développement extraverti n'a donc été un succès que pour les pays qui ont su faire évoluer leur spécialisation en remontant la filière de leurs exportations. Ainsi plusieurs pays d'Amérique latine n'ont pas réussi à sortir de leur spécialisation initiale et ont vu leur dette extérieure s'accroître fortement à la fin des années 1970 et au début des années 1980. La crise asiatique de 1997, qui a secoué durement la Thaïlande ou la Malaisie, démontre aussi la fragilité de cette stratégie si la remontée de filière ne se fait pas assez vite : ces pays se retrouvent dépendants des firmes transnationales (phénomène des « pays ateliers ») qui y sont implantées et qui peuvent démanteler leurs unités de production très rapidement en cas de retournement de situation politique, économique ou sociale.

L'exemple à savoir : les NPIA

Cette stratégie a abouti à un succès éclatant, celui des NPIA, cités en exemple par les théories libérales du commerce international pour prouver les mérites de la spécialisation. Ces pays ont su attirer les investissements directs à l'étranger (IDE) des firmes transnationales par une politique du crédit avantageuse et une main-d'œuvre qualifiée et bon marché. C'est en important des technologies et des savoir-faire plus perfectionnés (parfois aussi par le copiage) que ces pays ont bénéficié de transferts de technologie, lesquels leur ont permis de remonter la filière de leurs exportations et de venir concurrencer les pays développés au niveau international dans la production de biens manufacturés de consommation courante, comme l'électronique grâce au faible coût de leur main-d'œuvre (forte compétitivité-prix). Ils ont aussi bénéficié d'un positionnement géographique favorable et d'un contexte culturel basé sur la docilité et l'éthique du travail.

12.1.4 Des stratégies plus complémentaires qu'opposées

Le contresens à éviter : opposer radicalement développements autocentré et extraverti

Ces deux stratégies ne doivent pas être opposées l'une à l'autre d'une manière trop simpliste. Au-delà de leurs différences, elles se retrouvent autour de plusieurs points communs : place essentielle de l'industrie, même objectif final d'une structure productive nationale diversifiée, place très importante de l'État dans le processus d'industrialisation (y compris dans les stratégies extraverties), objectif de maîtriser le commerce international (soit par les importations, soit par les exportations).

La réussite des NPIA dans leur développement extraverti ou de certains développements autocentrés (au moins à court terme) provient finalement de la complémentarité de ces deux stratégies :

- chercher, à la fois, à développer ses exportations en fonction de ses avantages comparatifs et de ses objectifs de spécialisation, et à réguler ses importations en fonction des besoins de l'industrialisation et des exportations ;
- ouverture au commerce international couplée avec des pratiques de protectionnisme éducateur pour assurer le développement des industries exportatrices naissantes hors de toute compétition internationale ;
- attirer les IDE des firmes transnationales (le développement autocentré des pays d'Amérique latine est passé par l'implantation de firmes étrangères sur le territoire) pour bénéficier de transferts de technologie.

En bref, la promotion des exportations nécessite de se protéger de certaines importations qui pourraient concurrencer l'émergence des nouvelles industries exportatrices encore fragiles. La substitution aux importations nécessite, elle, un accroissement des exportations pour assurer des débouchés à la production industrielle nationale.

12.2 LE TOURNANT LIBÉRAL DES MODÈLES DE DÉVELOPPEMENT

Les années 1980 vont être le cadre du « tournant libéral », qui concerne aussi les stratégies de développement. Ces dernières vont être uniformisées selon des normes de développement théorisées par les institutions internationales, FMI et Banque mondiale en tête.

12.2.1 Les origines : la « crise de la dette »

La fin des années 1970 fait apparaître le problème de la dette du tiers-monde. Entre 1968 et 1980, elle est multipliée par 12 ; le service de la dette (ensemble des dépenses de l'État consacrées au remboursement de la dette, souvent exprimé en % du PIB), pour sa part, double. Cela est dû tout d'abord à la forte demande des PED pour financer leur industrialisation au cours des années 1960 et 1970. L'endettement extérieur est contracté par des agents privés ou publics du pays auprès d'États (dont beaucoup de créanciers sont réunis au sein du Club de Paris, créé en 1956), d'institutions internationales (FMI, Banque mondiale) ou d'organismes de prêts privés (dont plusieurs sont réunis au sein du Club de Londres, créé en 1976). C'est une ressource légitime pour financer un investissement en l'absence d'épargne interne (situation de besoin de financement). Cette dette est utile, en particulier si le rendement de l'investissement excède le montant de l'endettement et si elle finance des projets industriels à forte externalité positive (infrastructures...). Mais une partie de la dette contractée sert aussi à financer des dépenses somptuaires ou peu favorables au développement (phénomène des « cathédrales dans le désert »), ou bien elle pallie l'échec de stratégies de développement peu efficaces, en particulier certaines autocentrées en Amérique latine, ou encore la dégradation du cours des produits primaires pour plusieurs pays africains.

Du côté de l'offre, le recours à l'endettement avait été facilité dans les années 1960-1970 par l'abondance de dollars au niveau mondial, avec des taux d'intérêts réels très bas, voire parfois négatifs, et une abondance de prêteurs. Or, en octobre 1979, intervient le « choc monétariste » : le directeur de la *Federal Reserve* (la Banque centrale américaine) décide de remonter le taux d'intérêt directeur pour lutter contre l'inflation, ce qui renchérit les remboursements de prêts des PED, la plupart étant contractés à taux variables. Parallèlement, le cours des matières premières plonge, ce qui amenuise les ressources disponibles pour le remboursement. En 1982, le Mexique se déclare en cessation de paiement, puis d'autres pays d'Amérique latine suivront comme le Brésil ou l'Argentine : c'est la « crise de la dette ». La décennie 1980 sera déclarée « perdue pour le développement » a posteriori.

Pour aller plus loin : faut-il annuler la dette des pays pauvres ?

Cette question revient de manière insistante et récurrente depuis 1976 et la première revendication de cette nature par la CNUCED. Depuis, en 1996, a été lancée une procédure d'annulation de la dette pour les « pays pauvres très endettés » (PPTE). Mais annuler la dette des PED est-elle une mesure si souhaitable ?

En faveur de l'annulation se retrouvent plusieurs arguments fréquemment utilisés dans le camp tiers-mondiste : l'endettement des PED relève aussi de la responsabilité des prêteurs (pays riches,

institutions internationales) qui fixent les conditions du prêt. Est utilisée également la notion de « dette odieuse » (inventée par les États-Unis en 1898 pour justifier le non-remboursement de la dette de Cuba à l'Espagne), quand la dette a été contractée par le pays alors qu'il était gouverné par une dictature ou une élite corrompue qui a mal utilisé les fonds empruntés, ou encore la thèse de l'insoutenabilité de la dette, qui s'élève en 2005 à 1 900 milliards de dollars (dettes publiques et privées confondues), plusieurs pays se retrouvant dans la situation où les recettes fiscales seraient inférieures au service de la dette. De plus, l'économiste américain Paul Krugman montre avec la « courbe de Laffer de la dette » qu'à un certain niveau d'endettement, les montants remboursés diminuent du fait de l'insolvabilité dans laquelle se retrouve le pays, soulignant que le prêteur a lui aussi intérêt à ne pas alourdir la dette des pays pauvres.

Mais ces arguments appellent plusieurs objections : les dictatures peuvent avoir contracté des dettes qui ont servi à des investissements favorables au développement, ce qui rejette l'argument de la « dette odieuse » (le remboursement de la dette redevient donc légitime) ; annuler la dette d'un pays pauvre ne veut pas dire que l'on améliore la situation de la population pauvre (ressources mal réparties, les pauvres ne sont pas forcément dans les pays pauvres) ; la dette n'est pas le principal obstacle au développement (d'ailleurs, la dette correspond à 30% du PNB des PED en moyenne, taux considéré par le FMI comme un faible niveau d'endettement). Surtout, annuler la dette présente ne va pas inciter les prêteurs à fournir de nouveaux fonds à l'avenir aux PED puisque l'annulation récompense les mauvais payeurs et pénalise les bons prêteurs et débiteurs qui, eux, respectaient les échéances. L'annulation peut donc avoir des effets pervers conséquents pour l'avenir alors que l'emprunt est une ressource financière importante pour les PED.

En définitive, il semblerait que la voie d'une annulation sous condition et selon la situation particulière des pays soit préférable à une annulation généralisée : plans Baker en 1985 et Brady en 1989 (rééchelonnement de la dette soumis à condition) et, depuis 1996, procédure d'annulation de la dette des « pays pauvres très endettés » mise en œuvre par le FMI en faveur de 32 pays (dont 26 africains) pour 46 milliards de \$.

12.2.2 Les politiques d'ajustement structurel des institutions internationales

Face aux défaillances des PED dans leurs stratégies autonomes de développement révélées par la crise de la dette des années 1980, et pour les aider à surmonter leurs blocages structurels et rembourser leurs dettes, les institutions financières internationales, en premier lieu le FMI et la Banque mondiale, prennent la relève de la CNUCED dans la politique de développement et réagissent en soumettant leurs prêts à des « conditionnalités » : ce sont les « **politiques d'ajustement structurel*** » (PAS). Il est significatif de noter qu'à partir des années 1980, la part des prêts de ces institutions financières internationales va croître de manière très importante dans la dette extérieure totale des PED, au détriment des banques privées.

À l'origine, ces plans sont des mesures conjoncturelles édictées par le FMI pour garantir le remboursement des prêts : c'est la stabilisation. Mais ils vont devenir progressivement un véritable modèle de développement libéral devant s'appliquer à n'importe quelle économie sous-développée, s'opposant en cela aux thèses structuralistes et renouant avec le modèle de Rostow. Les PAS illustrent le changement de rôle des institutions internationales au cours des années 1980 : de garantir la stabilité financière mondiale comme il était prévu dans ses statuts de 1944 (« stabilisation »), le FMI se donne alors comme objectif d'assurer la sortie du sous-développement des PED par l'application de mesures structurelles modifiant en profondeur l'organisation économique de ces pays (« ajustement »). Ce corpus théorique est basé sur deux hypothèses fortes : le sous-développement et l'échec des stratégies de développement autocentrées sont causées par une place trop importante de l'État dans l'économie (affectation sous-optimale des ressources du fait de l'absence des mécanismes de marché) et une trop faible ouverture au commerce international. Ces plans vont donc prôner l'adoption de mesures structurelles pour favoriser le développement des économies sous-développées. Ces mesures sont réunies au sein du « consensus de Washington ».

Le concept-clé à connaître : le consensus de Washington

Cette expression a été inventée par l'économiste américain James Williamson pour qualifier l'ensemble des mesures structurelles accompagnant les prêts du FMI et de la Banque mondiale aux pays en développement. C'est le principe de conditionnalité des prêts. Cette conditionnalité peut se résumer en trois principes (libéralisation, privatisation, dérégulation) qui se retrouvent dans les dix mesures constituant ce consensus :

- déficit budgétaire inférieur à 1 ou 2 % du PIB ;
- dépenses publiques orientées vers des activités sources d'externalités positives (santé, éducation, infrastructures) ;
- allègement de la fiscalité ;
- taux d'intérêts fixés par le marché ;
- régime de changes flexible ;
- suppression des mesures protectionnistes ;
- ouverture aux investissements directs à l'étranger (IDE) ;
- privatisations (réduction du déficit budgétaire et confiance dans les mécanismes marchands) ;
- dérégulation des marchés ;
- instauration et garantie de droits de propriété.

Ces mesures visent donc trois objectifs qui doivent se succéder dans le temps : ouvrir le pays au commerce international (promotion des exportations, ouverture du pays aux IDE), instaurer une politique monétariste du taux d'intérêt (banque centrale indépendante et crédible, lutte contre l'inflation) et, enfin, remplacer la régulation publique par une régulation marchande (signaux et incitations par les prix du marché, privatisations).

Les PAS vont devenir la norme des stratégies de développement des pays du Sud : l'Amérique latine, du fait de sa proximité géographique avec les États-Unis, et l'Afrique, du fait de sa situation catastrophique, vont en particulier devenir les terrains d'expérimentation des politiques libérales de rattrapage de développement. Ainsi, le Chili de Pinochet (arrivé au pouvoir à la suite d'un coup d'État renversant le gouvernement socialiste Allende en 1973) va recevoir l'appui des « Chicago boys » dans les années 1970-1980 (économistes chiliens, acquis aux thèses monétaristes de l'école de Chicago de Milton Friedman, qui avaient critiqué les mesures socialistes du gouvernement Allende et qui vont prendre les places stratégiques dans le nouveau gouvernement de la dictature) qui vont mener des politiques structurelles d'adaptation de l'économie chilienne aux préceptes libéraux.

Les politiques de développement définies par les institutions de Bretton Woods vont bénéficier de l'appui de l'Organisation mondiale du commerce (OMC, créée en 1995 et qui succède au GATT) car elles partagent un postulat commun : le développement passe par une ouverture croissante au commerce international. Ainsi, à partir de l'Uruguay Round (cycle de négociations entre 1986 et 1994 au sein du GATT pour organiser le libre-échange dans l'économie mondiale et qui aboutira à la création de l'OMC), les PED ne vont plus bénéficier du traitement de faveur qui leur permettait d'être exemptés de certaines mesures d'ouverture commerciale au nom de la fragilité de leur développement, ou de bénéficier de la clause de la nation la plus favorisée. L'ouverture étant, selon la théorie néoclassique, facteur de spécialisation, de gains de productivité et de transferts de technologie (exemple des NPIA mis en avant), les PED doivent appliquer les règles de l'OMC au même titre que les pays développés (d'autant que ces derniers réclament cette égalité de traitement du fait de la concurrence croissante des pays émergents). Mais les concepteurs et les promoteurs des PAS oublient que les pays développés ainsi que les NPIA avaient bénéficié d'un protectionnisme initial avant leur ouverture commerciale.

12.2.3 La crise du modèle de l'ajustement structurel

Malgré quelques réussites dans plusieurs pays (en particulier le « modèle asiatique » mis en avant au début des années 1990 par les institutions internationales), les PAS vont subir de nombreux échecs qui vont provoquer leur remise en cause au cours des années 1990.

Dans plusieurs pays, notamment d'Amérique latine, les politiques d'ajustement sont à l'origine d'une hyperinflation qui pénalise les classes les plus défavorisées. Elles ne suscitent pas non plus la croissance économique espérée et, au contraire, provoquent parfois la pauvreté et enfoncent un peu plus le pays dans le sous-développement. En effet, le démantèlement forcé du service public, la réduction des dépenses publiques de santé ou d'éducation imposées par les critères d'équilibre budgétaire provoquent des reculs importants en termes d'alphabétisation ou de mortalité infantile dans les pays d'Afrique. La charge de la dette s'accroît et diminue d'autant les ressources destinées au développement humain de la population.

D'une manière générale, les PAS ont eu des effets bénéfiques dans les pays déjà avancés dans leur développement et qui disposaient d'institutions sociales et politiques stables. À l'inverse, dans les PMA, ces politiques ont été désastreuses : affaiblissement du peu d'État-providence qui existait et donc appauvrissement de la population, développement des mafias se substituant à l'État, mécanismes de marché inopérants. Ce sont les pays qui ont appliqué avec la plus grande orthodoxie les PAS qui ont vu leur situation économique et sociale se dégrader le plus.

La critique de l'interventionnisme des institutions internationales dans les stratégies de développement va atteindre son apogée lors des crises financières de la fin des années 1990 et du début des années 2000 qui vont secouer les pays érigés en modèles de développement par ces mêmes institutions internationales : le Mexique en 1995, la Russie en 1998, le Brésil en 1999, l'Argentine en 2002, et surtout la crise asiatique de 1997 qui touche la Thaïlande, l'Indonésie, la Malaisie et la Corée du Sud suite à l'effondrement de la monnaie thaïlandaise (le bath). Le FMI, censé garantir la stabilisation financière internationale, a au contraire favorisé la propagation des crises financières à cause d'une déréglementation financière trop rapide et incontrôlée.

L'économiste américain Joseph Stiglitz (prix Nobel d'économie en 2001) va devenir la figure de proue de la critique des institutions internationales. Ancien vice-président et économiste en chef à la Banque mondiale qu'il quitte avec fracas en 2000, il reproche principalement à ces dernières (même si ses critiques les plus dures visent le FMI) d'avoir une conception uniquement libérale du développement, ce qu'il appelle le « fanatisme du marché », avec un modèle prétendument généralisable à tous les pays. Cette « thérapie de choc » que sont les PAS, imposée à tous les pays, quelles que soient leurs structures économiques et sociales, est vouée à l'échec.

L'exemple à savoir : la Russie

Dans son livre *La Grande Désillusion*, pour illustrer sa critique de la politique désastreuse des institutions internationales, Joseph Stiglitz prend l'exemple de la transition russe accomplie avec l'« aide » des PAS du FMI :

« Les premières erreurs ont été commises presque immédiatement, dès le début de la transition. En 1992, dans l'enthousiasme du passage à l'économie de marché, la plupart des prix ont été libérés du jour au lendemain. Cette décision a déclenché une inflation qui a englouti toute l'épargne, et fait de la macrostabilité le problème numéro un. Chacun comprenait qu'avec l'hyperinflation (une inflation mensuelle à deux chiffres), il serait difficile de réussir la transition. C'est ainsi que le premier pas de la thérapie de choc – la libération instantanée des prix – a imposé le second : la lutte acharnée contre l'inflation. Elle exigeait un durcissement de la politique monétaire : la hausse des taux d'intérêt. [...]

La libéralisation et la stabilisation étaient deux des trois piliers de la stratégie de réforme radicale du FMI. Le troisième était la privatisation rapide, mais les deux premiers lui ont fait obstacle. La terrible inflation initiale avait englouti l'épargne de la plupart des Russes : ils n'étaient donc plus assez nombreux à disposer de l'argent nécessaire pour acheter les entreprises qu'on privatisait. »

Source : Joseph Stiglitz, *La Grande Désillusion*, Fayard, 2002, p. 181-193.

12.3 VERS UN NOUVEAU PARADIGME DU DÉVELOPPEMENT

La remise en cause du paradigme libéral qui fait suite aux échecs des stratégies autocentrées amène à traiter des nouvelles pistes pour les stratégies de développement à venir. Une réflexion profonde est menée, tant en dehors qu'à l'intérieur des institutions internationales chargées du développement (ONU, PNUD, FMI, Banque mondiale), pour repenser le développement.

12.3.1 Le rôle des institutions

La grande critique faite à l'ajustement structurel est de ne pas tenir compte des structures internes des PED. Un développement imposé « par le haut » ne serait pas viable. Le nouveau paradigme du développement doit donc être institutionnaliste. Mais deux institutionnalismes sont proposés.

Le premier, d'origine néoclassique, est développé au sein même des institutions internationales à la fin des années 1990. Il s'inspire des travaux de l'économiste américain Douglas North sur l'industrialisation américaine (en particulier son article « Institutions », paru dans le *Journal of Economic Perspectives* en 1991, qui lui a permis d'être lauréat du prix Nobel d'économie en 1993). North y démontre le rôle prédominant des institutions juridiques (formelles et informelles) comme facteur de diminution des coûts de transaction et donc de facilitation des échanges. Le sous-développement serait ainsi dû à l'absence d'institutions pour supporter les PAS. Celles-ci doivent donc s'accompagner de réformes supplémentaires devant faire émerger des institutions sociales facilitant les réformes libérales. C'est ainsi qu'à la fin des années 1990, le « consensus de Washington » va être complété par de nouvelles mesures : instauration d'une gouvernance dans les entreprises, nécessité de lutter contre la corruption et de créer un « filet de sécurité » sous forme d'une sécurité sociale, lutte contre la pauvreté (définie comme objectif commun au FMI et à la Banque mondiale en 1999 : chaque pays objet d'un PAS doit définir localement un « document stratégique de réduction de la pauvreté » (DSRP) qui guidera le plan défini par les institutions internationales).

Mais ces aménagements ne remettent nullement en cause le cadre idéologique des mesures du consensus de Washington. De nouvelles mesures en accentuant le caractère libéral sont même apportées : flexibilisation du marché du travail et respect des principes du commerce international définis par l'OMC. Les institutions internationales restent donc encore aujourd'hui sur un positionnement ambigu : remise en cause de la forme des PAS, mais sans remise en question du fond.

Une seconde approche institutionnaliste provient des propositions néokeynésiennes de Joseph Stiglitz pour fonder un nouveau modèle de développement, inspiré en partie de ses travaux sur la concurrence imparfaite montrant que les structures de marché peuvent empêcher les mécanismes marchands d'être optimaux (contrats implicites, asymétrie d'information...). Il préconise tout d'abord d'élargir la notion de développement retenue par les institutions internationales à des dimensions non économiques comme l'accès à la culture, la démocratie, l'éducation, la santé et la réduction des inégalités, critères non retenus dans le consensus de Washington et que les mesures libérales qui y sont prescrites peuvent même empêcher (du fait de l'instabilité économique, politique et sociale qu'elles génèrent lors d'applications trop brutales). De plus, s'il ne remet pas en cause l'objectif de lutte contre l'inflation du FMI, il souhaite élargir cet objectif à une régulation globale du système financier pour lutter contre les crises financières que la déréglementation a provoquées (institutions de contrôle, règles de gouvernance financière...). Ensuite, il insiste sur le rôle capital que doit jouer l'État dans le développement : nécessité d'institutions représentatives et participatives (y compris remise en cause de l'indépendance politique des banques centrales), complémentarité avec le marché dans la production des biens publics (remise en cause des privatisations)... Enfin, il rejette les hypothèses de l'OMC et des institutions de Bretton Woods sur les avantages mutuels du commerce international. Joseph Stiglitz plaide surtout pour un nouveau modèle de développement qui prenne en compte les spécificités locales et qui n'applique pas les mêmes mesures à tous les pays : le développement doit se faire « par le bas » et non être imposé « par le haut ». Il plaide ainsi pour un processus participatif à l'origine de la définition des stratégies de développement.

12.3.2 Un développement des libertés

L'économiste indien Amartya Sen (prix Nobel d'économie en 1998) introduit une dimension philosophique dans la théorie du sous-développement. L'agent économique est aussi une personne morale. Il estime que même si les stratégies de développement assurent la distribution des biens primaires nécessaires aux besoins essentiels (nourriture, logement...), les capacités des individus à utiliser librement ces ressources sont inégales et non assurées. Par exemple, les ressources alimentaires sont disponibles pour nourrir l'ensemble de la population d'un pays, mais l'absence de libertés publiques peut empêcher une partie de cette population d'y avoir accès.

Dans cette perspective, les stratégies de développement doivent non seulement viser la production des revenus et des ressources pour assurer le développement, mais également des « **capabilités*** » (de l'anglais *capabilities*), c'est-à-dire que toute personne doit disposer des capacités à pouvoir mener une vie digne et sensée. Cette vie accomplie nécessite l'assurance de certaines « *capabilités* » fonctionnelles comme pouvoir éviter de mourir de manière précoce, avoir accès à l'éducation secondaire, mais aussi avoir accès à l'étendue des sentiments humains (rire, pleurer...), pouvoir se distraire, etc.

Le développement est donc redéfini comme un processus augmentant la capacité des individus à jouir de libertés : la disponibilité des ressources ne suffit donc pas, il faut aussi assurer la capacité de jouir de ces ressources. Les stratégies de développement doivent s'employer à éliminer les obstacles à cette extension des possibles des individus et aussi ne pas se limiter à de seuls critères quantitatifs de réduction de la pauvreté, de revenu... Les travaux de Sen vont être à l'origine de la création de l'indicateur de développement humain (IDH), à laquelle il a directement contribué.

Un des préalables au développement, selon Sen, est la démocratie. C'est la forme de pouvoir politique qui garantit le mieux l'assurance des « *capabilités* ». Les stratégies de développement doivent donc avoir comme socle commun la démocratisation. Pour illustrer cette thèse, Sen prend l'exemple des famines.

L'exemple à savoir : les famines

Amartya Sen montre que les famines ne sont pas dues à un manque absolu de nourriture mais en partie au régime politique en exercice. Depuis la fin des années 1940, l'Inde n'a plus connu de famine, car chaque fois qu'il y avait des risques, l'opposition politique et la presse libre ont pu faire pression sur le gouvernement pour mieux répartir les ressources alimentaires. À l'inverse, la Chine a connu des famines de grande ampleur durant cette période, parce que le régime dictatorial empêchait l'expression des minorités affamées, expression qui aurait pu être répercutée par une presse libre. Dans la société démocratique, les libertés négatives (fait que l'action d'autrui n'entrave pas sa liberté) assurées par la presse libre et l'existence d'une opposition politique permettent de sauvegarder les libertés positives de la population (capacité de jouir de ses libertés), qui consistent dans cet exemple à se nourrir.

Pour aller plus loin : la démocratie est-elle nécessaire au développement ?

Il est très difficile de répondre de manière définitive à cette question du fait que la mesure de la causalité entre démocratie et développement est compliquée (comment mesurer la démocratie ? la tenue d'élections garantit-elle la démocratie ? Et nous avons vu dans le précédent article la difficulté à définir le développement). Le processus de démocratisation nécessite une dynamique culturelle et sociale qui peut être extérieure à un processus de développement, et le processus de développement nécessite des facteurs économiques d'accumulation, d'épargne interne qui ont peu à voir avec la démocratie. Il y a donc un lien entre démocratie et développement, mais leur relation n'est pas directe, elle implique la présence de variables supplémentaires (structure sociale, valeurs...).

Néanmoins il semble que se soit constitué aujourd'hui un consensus sur l'idée de la nécessité qu'un processus de démocratisation accompagne le processus de développement (cf. l'extension des conditionnalités du second consensus de Washington à la fin des années 1990 à la démocratisation), et ce parfois au risque d'instaurer des procédures démocratiques dans des pays qui ne se sont pas encore forgés de culture politique démocratique (manque de pluralité des opinions, partis familiaux, ethniques et non idéologiques) et donc d'instituer des « démocraties sans démocrates », pour reprendre l'expression du chercheur en science politique libanais Ghassan Salamé.

Amartya Sen justifie le lien de causalité démocratie-développement pour trois raisons :

- le débat démocratique permet le règlement pacifique des conflits sociaux et d'éviter qu'ils entretiennent le sous-développement (guerres civiles à l'origine de famines...);
- les démocraties gèrent mieux les catastrophes (circulation de l'information par la presse libre, par exemple);
- la démocratie favorise l'éducation et la santé (le débat public permet la circulation de l'information sur les maladies, l'hygiène...).

12.3.3 Un développement durable

Les stratégies de développement vont devoir s'inscrire dans une démarche plus générale de **développement durable***.

La genèse du développement durable

En 1972, est organisée par l'ONU la conférence de Stockholm sur « l'environnement humain », qui donnera notamment naissance au programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE). Première conférence internationale sur les liens entre enjeux environnementaux et socio-économiques, elle pose les jalons d'une nouvelle approche du développement : « l'écodéveloppement », théorisé par la suite notamment par l'économiste franco-polonais Ignacy Sachs.

Cependant, cette approche anthropo-économique, s'appuyant sur les cultures locales et prônant un développement autocentré et même « reterritorialisé » pour réduire la pression des activités économiques sur les milieux, a peu de succès au sein des institutions internationales. Par ailleurs, l'intérêt pour les enjeux environnementaux émergents disparaît rapidement avec l'avènement des chocs pétroliers et le début de la crise économique dans la seconde moitié des années 1970. Ce n'est qu'en 1983 qu'une Commission mondiale pour l'environnement et le développement, créée par l'ONU et placée sous la présidence du Premier ministre norvégien Gro Harlem Brundtland, reprend cette réflexion initiée à Stockholm 11 ans plus tôt. Elle publie en 1987 un rapport, intitulé « Notre avenir à tous », dont l'idée-force est que l'exploitation des ressources naturelles et la dégradation de l'environnement constituent un danger pour les perspectives futures de croissance et de développement.

Le concept-clé à connaître : le développement durable

Ce rapport popularise la notion de « développement durable » (ou soutenable – sustainable development) qui doit devenir un objectif politique commun à tous : c'est « un développement qui répond aux besoins du présent [à commencer par ceux des plus démunis] sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs ». Ce concept nie l'incompatibilité qu'il y aurait entre préservation de l'environnement et développement, et surtout exige la réalisation d'une double équité :

- équité intragénérationnelle : les ressources doivent être équitablement distribuées entre les générations présentes en accordant une priorité aux plus démunis (individus, pays) pour assurer un développement généralisé (prise en compte de la légitimité du développement des pays du Sud) ;
- équité intergénérationnelle : le développement présent doit tenir compte du développement potentiel des générations futures (sauvegarde de ressources pour l'avenir...).

Le développement durable possède donc deux dimensions : une dimension écologique de préservation vis-à-vis des ressources naturelles et de l'environnement, une dimension humaine et sociale de développement humain partagé à l'échelle mondiale. Il impose une évidence qui doit être rappelée : tout développement futur des PED ne pourra être possible qu'à condition qu'il soit soutenable humainement et écologiquement.

L'enjeu du développement durable pour les PED

Le développement durable engage des enjeux spécifiques pour les PED, pour trois raisons :

- leur développement constitue la principale menace sur l'environnement et les ressources naturelles à l'avenir (accroissement des besoins à satisfaire du fait de leur développement économique et démographique) ;
- leur développement est en partie empêché par les atteintes des pays du Nord à l'environnement mondial, en particulier le processus de changement climatique (cyclones, montée des eaux, vagues de sécheresses...);
- ce sont eux qui ont le plus à gagner au renouvellement de la réflexion sur l'équité intragénérationnelle concernant la distribution des ressources, qu'elles soient économiques ou écologiques.

Cependant, dès la conférence de Stockholm de 1972, les PED s'opposent à la dimension écologique du développement durable au nom de leur droit au progrès économique. Ils considèrent qu'ils ont un droit légitime à exploiter les ressources naturelles en fonction des besoins nécessaires à leur croissance, au même titre que les pays du Nord lors de leur révolution industrielle au XXI^e siècle. En conséquence, les différentes tentatives d'imposer des normes environnementales au niveau international sont contrecarrées par le refus des PED de « sacrifier » leur développement, pour réparer les dégâts environnementaux globaux générés par les pays développés depuis deux siècles : ils souhaitent préserver la dimension humaine et sociale du développement durable, mais en reniant la dimension écologique. De ce fait, les principaux accords internationaux sur l'écologie n'engagent actuellement que les pays développés : protocole de Kyoto de 1997 instituant des quotas d'émission de CO₂ (par ailleurs non ratifié par le Congrès des États-Unis), accord de Bali en 2007 qui relance les accords de Kyoto avec les États-Unis mais sans procédure contraignante pour les PED concernant les émissions de gaz à effet de serre.

Mais si la dimension écologique a connu quelques progrès du fait du lobbying de plusieurs pays du Nord (Union européenne en tête), la dimension humaine et sociale du développement durable est souvent oubliée, comme l'illustre le peu de progrès des pays pauvres dans l'amélioration de leur niveau de vie. En conséquence, les PED posent comme préalable à des efforts concernant l'environnement des avancées significatives en termes de développement humain par une redistribution des ressources économiques au niveau international (discours tenu par les grands pays émergents – Brésil, Inde – lors des conférences internationales sur le développement durable) que les pays du Nord se refusent à aborder au-delà de discours d'intentions. Ainsi, lors du sommet de la Terre de Johannesburg en 2002, les PED (encore réunis en « groupe des 77 ») ont retrouvé une forme d'unité politique sur un dénominateur commun : ils ne veulent envisager leur engagement dans le processus de développement durable qu'à condition que soient renégociées les modalités du commerce international, en particulier les subventions agricoles pratiquées dans les pays du Nord (considérées comme une concurrence déloyale par les PED).

Pourtant le développement durable ouvre des perspectives nouvelles en termes de répartition des ressources économiques et écologiques qui rendent légitimes les exigences des PED. De plus, il élargit la définition du sous-développement à la situation environnementale des populations (exposition aux effets du changement climatique, manque d'eau...) et réintroduit la dimension de long terme du développement. Il impose donc de redéfinir les stratégies de développement des pays les plus pauvres en intégrant de nouveaux critères de développement, comme l'aménagement du territoire (risques écologiques et sanitaires liés à l'urbanisation non maîtrisée par exemple), ou en redéfinissant les moyens du développement : politique agricole soutenable (usage réduit des pesticides, promotion des cultures vivrières), risques d'une stratégie basée uniquement sur l'industrialisation, nécessité de transferts technologiques massifs du Nord vers le Sud pour utiliser un capital technique respectueux de l'environnement, etc.

L'adhésion des PED au développement durable ne pourra donc se faire que dans le cadre d'un nouveau partenariat international qui rompe avec la tradition de l'ajustement structurel d'imposer un modèle de développement par le haut. Le développement durable est d'ailleurs perçu par certains auteurs, comme l'économiste et anthropologue français Serge Latouche ou l'économiste et géographe française Sylvie Brunel, comme un moyen déguisé d'imposer encore une fois un modèle de développement occidental aux pays du Sud et ainsi de perpétuer la domination des pays développés sur les PED.

12.3.4 Un nouveau partenariat international

Les stratégies de développement ne peuvent plus être un modèle unique défini par des économistes des grandes institutions internationales et appliqué sans discernement à tous les PED. Un nouveau partenariat international consiste à accroître la participation des PED à la définition des stratégies de développement au sein des grandes institutions et conférences internationales, notamment des Nations unies, dans le cadre du développement durable. Pour ce faire, deux instruments peuvent favoriser l'émergence de ce partenariat : l'émergence de la notion de bien public mondial et la redéfinition des modalités de l'**aide au développement***.

La notion de bien public mondial

La première condition à ce nouveau partenariat global est la définition de biens publics mondiaux, c'est-à-dire des biens ou des droits collectifs dont les humains ne peuvent être privés du fait qu'ils couvrent des besoins essentiels. Leur accès doit alors être garanti à tous les habitants de la Terre par les États ou bien les institutions supranationales, dans le cadre d'une régulation internationale de ces droits : santé, éducation, environnement sain, alimentation...

L'exemple à savoir : la santé

La santé a été reconnue progressivement comme un bien collectif mondial, qui peut donc, dans des situations particulières, sortir du cadre de la régulation marchande. En effet, par le mécanisme du prix, cette régulation par le marché en priverait la partie la plus pauvre de la population mondiale. Ainsi, en 1994, au sortir de l'Uruguay Round, les pays de l'OMC adoptent l'accord sur les aspects de droit de la propriété intellectuelle relatifs au commerce (ADPIC) qui étend la politique des brevets (qui protègent la propriété privée pendant plus de 20 ans) à tous les biens, y compris les médicaments. Cet accord est applicable à partir de 2006 et prévoit une dérogation à ce principe en cas d'urgence, où il serait alors possible aux États de produire des copies à plus faible coût (principe des « licences obligatoires »).

Mais cet accord met en danger la santé de millions d'habitants des PED qui n'ont pas les moyens d'avoir accès aux médicaments dans le cadre du marché, en particulier les rétroviraux pour lutter contre l'infection du VIH (95 % des malades du sida sont dans les PED). En 2001, l'industrie pharmaceutique attaque en justice l'Afrique du Sud, qui produit pourtant des rétroviraux au nom du principe des « licences obligatoires ». Elle décide finalement de retirer sa plainte devant le tollé général qu'elle a provoqué et, la même année, lors du « cycle du développement » inauguré à Doha, l'OMC élargit ce principe à toutes « les crises de santé publique » et accorde aux PMA le droit de déroger à l'ADPIC jusqu'en 2016. Le droit collectif à la santé l'a emporté sur la logique marchande.

Doivent donc être mis en place des mécanismes de régulation de ces biens collectifs : institutions spécialisées (PNUE, voire une « Organisation mondiale de l'environnement » toujours à créer, Organisation mondiale de la santé, etc.) ; définition de normes internationales de régulation lors de conférences mondiales (sommets de la Terre, conférences sur le développement...).

Il faut bien noter que cette régulation mondiale du développement n'en est qu'à ses balbutiements, mais l'enjeu est d'envergure : c'est une approche multilatérale et non plus bilatérale (institution internationale/PED dans le cadre de l'ajustement structurel) qui permettra de sortir les PED de leur sous-développement.

Un même processus de sanctuarisation de biens collectifs au niveau international est aujourd'hui à l'œuvre concernant l'environnement, par les normes environnementales définies dans le protocole de Kyoto, lesquelles visent à limiter les émissions de gaz à effet de serre, ou bien encore la culture avec la politique de protection du patrimoine culturel mondial par l'UNESCO.

Ce processus s'inscrit dans le cadre du développement durable dans la perspective de garantir aux générations présentes et futures l'usage de toutes les ressources nécessaires à leur développement. Il nécessite une politique de régulation mondiale par un partenariat Nord-Sud au sein des institutions internationales. Les années 2000-2001 ont ainsi vu l'OMC, les institutions et programmes de l'ONU, le FMI et la Banque mondiale se fixer l'objectif commun du développement mondial. Encore faut-il passer des discours aux actes...

Repenser l'aide au développement

L'aide (publique) au développement (APD) correspond à l'ensemble des moyens financiers mis à la disposition des PED par les pays développés (y compris les allègements de dette), par l'intermédiaire des États, des institutions internationales ou d'organismes publics. Ils doivent avoir pour but le développement des PED et être en grande partie constitués de dons (en 2000, 83 % de l'APD) : les prêts et l'aide technique sont les deux autres moyens de l'APD. En 1960, l'ONU fixe comme objectif aux pays développés de consacrer 1 % de leur richesse nationale à l'APD et crée en 1961 le Comité d'aide au développement (CAD) pour coordonner l'action. Ce cap ne sera jamais atteint par la plupart des pays développés (sauf quelques pays d'Europe du Nord). Pire, depuis les années 1990, l'APD est en baisse, en particulier à destination des PMA (la majorité de l'aide est à destination des NPI alors que ces derniers bénéficient déjà des fonds privés des IDE). En effet, la fin de la guerre froide rend cette aide moins importante stratégiquement. De plus, beaucoup de ressources mobilisées ont été consacrées à des dépenses improductives (corruption, dépenses somptuaires...). Toutes ces raisons ont poussé les institutions internationales à remettre à plat les modalités de cette aide.

La déclaration du millénaire de l'ONU en 2000 rappelle l'objectif (revu à la baisse entre-temps) de 0,7 % du revenu national brut qui doit être consacré à l'APD (ce taux est aujourd'hui de 0,22 % en moyenne). Une réflexion s'impose aussi sur les modalités de l'APD : abandon de l'« aide liée » (en échange de l'aide, les pays bénéficiaires doivent acheter des produits au pays donataire) et surtout « sélectivité » de l'aide (qui remplace le principe de « conditionnalité » cher aux PAS, selon Christian Chavagneux et Laurence Tubiana dans le rapport du Conseil d'analyse économique consacré au développement cité dans la bibliographie). L'aide doit être encadrée par une « bonne gouvernance » (transparence de l'utilisation...), elle doit être engagée dans des projets issus d'une proposition locale (processus participatif prôné par Joseph Stiglitz) et elle doit viser des infrastructures qui auront des effets positifs pour les investissements privés (complémentarité État-marché, aide publique-investissements privés).

Ces deux modalités du développement participent d'un projet plus vaste : l'émergence d'une gouvernance globale de la mondialisation et du développement humain à l'échelle supranationale. Ce projet est ambitieux mais loin d'être abouti : il passe nécessairement par une remise à plat des règles du commerce international.

Pour aller plus loin : les objectifs du millénaire de l'ONU

L'ONU a adopté en septembre 2000, à New York, une « Déclaration du millénaire » fixant au monde 8 objectifs de développement à réaliser avant 2015 :

- mettre fin à la grande pauvreté : diviser par deux le nombre de personnes vivant avec moins de 1 \$ par jour (plus d'1 humain sur 6 actuellement) ;
- assurer l'éducation primaire pour tous les enfants (110 millions d'enfants n'ont pas accès à l'école primaire) ;
- assurer l'égalité homme-femme en assurant l'accès des femmes à l'éducation, à la maîtrise de la fécondité, à l'activité professionnelle officielle et au pouvoir politique ;
- améliorer la santé :
 - diviser par deux la mortalité infantile
 - et stopper les épidémies – sida... (l'espérance de vie a baissé en Afrique dans les années 1990) ;
- assurer un développement écologique :
 - diviser par deux la part des individus n'ayant pas accès à l'eau potable (plus d'un milliard de personnes) ;
 - et mettre en place les principes du développement durable ;
- assurer un partenariat international pour le développement : renégocier les termes du commerce international, de la dette et de l'aide au développement.

RÉSUMÉ

- À la suite du processus de décolonisation dans la seconde moitié du XX^e siècle, les pays nouvellement indépendants vont accomplir différentes stratégies pour sortir du sous-développement, stratégies fortement influencées par le contexte idéologique de l'époque.
- À partir des années 1950, la plupart des PED vont adopter des stratégies d'industrialisation au détriment du secteur agricole. Ces stratégies divergent sur la place à donner au commerce international : développement autocentré qui cherche à remplacer les importations par l'industrie nationale ou développement extraverti basé sur la promotion des exportations. Chacune de ces stratégies cherche à faire évoluer la structure de la production nationale vers des produits industriels plus élaborés.
- Devant les nombreux échecs de ces stratégies, les institutions financières internationales (Fonds monétaire international et Banque mondiale) vont élaborer un modèle de développement accompagnant l'obtention de prêts pour les PED : l'« ajustement structurel ». Ce modèle libéral impose la stabilisation de la situation macroéconomique et la libéralisation de l'économie des PED (le « consensus de Washington »).

- Les crises financières que connaissent de nombreux pays ayant suivi ce modèle dans les années 1990-2000 amènent de nombreuses critiques : modèle inadapté aux spécificités des PED, mesures brutales et déstabilisantes pour la structure économique et sociale de ces pays (affaiblissement de l'État, etc.). En conséquence, l'élaboration d'un nouveau paradigme du développement existe depuis la fin des années 1990 autour de plusieurs idées fortes : s'appuyer sur les institutions locales (en particulier l'État), accompagner les mesures économiques de politiques sociales et démocratiques pour accroître les libertés, refonder les stratégies de développement selon les principes d'un développement durable et, enfin, assurer une gouvernance mondiale du développement à travers des partenariats internationaux (définition de biens publics mondiaux, redéploiement de l'aide au développement).

DES CHIFFRES ET DES DATES

- 1944 : accords de Bretton Woods donnant naissance aux deux institutions internationales, le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD, devenue Banque mondiale).
- 1960 : l'ONU, dans le cadre de la déclaration « Les années 1960 : une décennie pour le développement », adopte le principe d'une aide publique au développement correspondant à au moins 1 % du revenu national de chaque pays industrialisé. Cet objectif ne sera jamais atteint par la plupart des pays riches.
- 1961 : création du Comité d'aide au développement (CAD) pour coordonner l'action des pays développés en faveur des PED.
- 1972 : conférence des Nations unies sur l'environnement humain à Stockholm. Proposition d'une nouvelle voie pour le développement conciliant croissance économique, progrès social et préservation de l'environnement : l'écodéveloppement.
- 1982 : le Mexique se déclare en cessation de paiement. Il est suivi par le Brésil et l'Argentine. Début de la « crise de la dette » qui remet en cause le processus de développement que ces pays avaient connu les décennies précédentes. Plus tard, on parlera de « décennie perdue pour le développement » concernant les années 1982-1992.
- 1985 : plan Baker qui prévoit le refinancement de la dette des PED.
- 1987 : popularisation de la notion de « développement soutenable » dans le rapport Brundtland, qui reprend sur d'autres bases la réflexion initiée à Stockholm en 1972.
- 1992 : sommet de la Terre à Rio (conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement) : adoption par 110 chefs d'État et de gouvernement de la « Déclaration de Rio » et des recommandations pour mettre en œuvre un développement durable (Agenda 21 de Rio).
- 1995 : crise financière au Mexique.
- 1996 : début du processus d'annulation de la dette des pays très pauvres par les institutions internationales (procédure des « pays pauvres très endettés » – PPTE – qui doivent voir leur dette annulée à hauteur de 80 %).
- 1997 : crise financière en Asie du Sud-Est (remise en cause du « miracle asiatique »).

- 1999 : crise financière au Brésil.
- 1999 : adoption de l'objectif de lutte contre la pauvreté par les institutions de Bretton Woods.
- 2000 : « Sommet du millénaire » de l'ONU à New York, qui définit les objectifs du développement du millénaire et rappelle l'objectif de 0,7 % du revenu national brut des pays développés consacré à l'aide publique au développement.
- 2001 : lancement du « cycle du développement » à Doha par l'OMC. L'opposition politique sur les vertus et l'organisation du commerce international entre les pays émergents et les pays développés y éclate, sous l'impulsion des grands pays émergents comme le Brésil ou l'Inde.
- 2002 : crise financière en Argentine.
- 2005 : confirmation de l'annulation de la dette de 19 PED par le FMI.

BIOGRAPHIES

- Sachs, Ignacy (né en 1927). Économiste du développement franco-polonais très influencé par l'anthropologie et les tentatives de socio-économie, spécialiste du Brésil et de l'Inde, il est directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales de Paris (EHESS) à partir de 1968, puis crée et dirige le Centre international de recherche sur l'environnement et le développement (CIRED). Il participe à la préparation des conférences des Nations unies de Stockholm (1972) et de Rio (1992), et travaille à la construction de la théorie de l'écodéveloppement. Principaux ouvrages en français : *Stratégies de l'écodéveloppement* (1980), *L'Écodéveloppement : stratégies de transition vers le XXI^e siècle* (1993).
- Sen, Amartya (né en 1933). Économiste indien, prix Nobel d'économie en 1998, il s'intéresse aux problèmes du choix collectif et de la justice en économie. Il développe la théorie que le développement passe par l'accroissement des « capacités » des agents économiques, c'est-à-dire l'extension de leurs possibilités d'usage des ressources dont ils disposent. Principaux ouvrages en français : *Éthique et économie* (1993), *L'économie est une science morale* (recueil d'articles, 1999).
- Stiglitz, Joseph (né en 1943). Économiste néokeynésien américain, prix Nobel d'économie en 2001 pour ses travaux sur la concurrence imparfaite, il se fait connaître du grand public en 2000 quand il démissionne de son poste de vice-président et d'économiste en chef de la Banque mondiale, pour protester contre l'orientation libérale des politiques de développement de cette institution et du FMI, qu'il juge dogmatiques et contre-productives. Il plaide pour un nouveau paradigme de développement, tenant compte des spécificités locales et encadrant l'ouverture internationale des économies par une régulation mixte, publique et marchande. Principaux ouvrages en français : *La Grande Désillusion* (2002), *Un autre monde. Contre le fanatisme du marché* (2006).

BIBLIOGRAPHIE

- Assidon, Elsa. *Les Théories économiques du développement*, La Découverte, coll. « Repères », 1992. Une présentation claire, peu formalisée et synthétique des débats économiques sur le développement.
- Treillet, Stéphanie. *L'Économie du développement*, Nathan, coll. « Circa », 2002. Une très bonne synthèse générale avec des extraits de textes éclairants.

Pour aller plus loin

- Boidin, Bruno. « Développement humain, développement durable et “pays en développement” : comment articuler et mesurer les différentes dimensions ? », *Développement durable et territoire*, Dossier 3 : les dimensions humaine et sociale du développement durable, février 2004 (disponible sur <http://developpementdurable.revues.org>). Une réflexion sur les enjeux de l'exigence de développement soutenable concernant la situation spécifique des PED. Cette revue scientifique en ligne engage une réflexion pluridisciplinaire sur les différentes problématiques du développement durable (l'eau, les inégalités écologiques...).
- *Cahiers français*, « Développement et mondialisation », n° 310, La Documentation française, septembre-octobre 2002. Une série d'articles pour répondre à la question du rôle de la mondialisation dans le développement.
- *Cahiers français*, « Mondialisation et environnement », n° 337, La Documentation française, mars-avril 2007. Une série d'articles qui éclairent les problématiques essentielles sur l'environnement dans le contexte de mondialisation et de développement.
- *Cahiers français*, « Mondialisation et commerce international », n° 341, La Documentation française, novembre-décembre 2007. Une actualisation des théories et faits récents sur le commerce international.
- Conseil d'analyse économique. « Développement », n° 25, 2000 (rapport disponible sur www.cae.gouv.fr). Des articles de fond, parfois techniques, pour aller plus loin sur la réforme des plans d'ajustement structurel par exemple.
- Sachs, Ignacy. *L'Écodéveloppement : stratégies de transition vers le XXI^e siècle*, Syros/Alternatives économiques, 1996 (2^e éd.). Une courte synthèse sur le courant de l'écodéveloppement, précurseur du développement durable (que certains perçoivent comme une euphémisation de l'écodéveloppement plus compatible avec le système capitaliste).
- Sen, Amartya. *L'économie est une science morale*, La Découverte, 1999. Une sélection d'articles accessibles pour comprendre les bases de l'éthique économique d'Amartya Sen.
- Stiglitz, Joseph. *La Grande Désillusion*, Fayard, 2002. Une critique radicale des plans d'ajustement structurel du FMI et de la Banque mondiale, qui aggravent le sous-développement au lieu de le combattre selon lui.
- Stiglitz, Joseph. *Un autre monde. Contre le fanatisme du marché*, Fayard, 2006. La proposition d'un nouveau modèle de développement, alternatif au modèle libéral préconisé par les institutions internationales.

VOS SUJETS DE DISSERTATION EN MAI PROCHAIN

- Faut-il plus ou moins d'État pour favoriser le développement ? (prendre l'exemple des PED depuis 1945).
- Du tiers-monde aux tiers-mondes, une évolution s'est opérée depuis l'apparition de ce vocable. Vous analyserez les rôles des différentes stratégies de développement sur la transformation graduelle du concept de tiers-monde.
- Que pensez-vous de l'évolution actuelle des conditions de remboursement des dettes pour les pays du tiers-monde ?
- L'endettement des pays du tiers-monde depuis le premier choc pétrolier.
- Les PED : causes de l'endettement et développement autocentré.
- Protectionnisme et développement économique national.
- D'après P. Bairoch, les progrès de l'industrialisation ont toujours été précédés d'un développement de l'agriculture. Les politiques de développement suivies dans les pays du tiers-monde vous paraissent-elles procéder d'un semblable mode de développement ?

Sujet de dissertation corrigé

« Faut-il se passer de l'État pour sortir du sous-développement ? »

Le débat économique contemporain oppose l'école néoclassique, qui considère l'intervention publique comme une nuisance au fonctionnement optimal du marché, et l'école néokeynésienne, qui considère à l'inverse l'intervention publique comme le moyen de pallier les limites des mécanismes marchands dans la régulation de l'économie.

Mais cette controverse théorique concerne surtout la situation des pays industrialisés qui allient une institution dépositaire du pouvoir politique puissante et des structures marchandes efficaces. En effet, les analyses néoclassiques et keynésiennes des relations État-marché ont été édifiées à partir de l'observation des structures économiques et sociales des pays développés. Qu'en est-il des pays en développement (PED) qui, eux, n'ont aucune de ces deux institutions ? Doivent-ils privilégier le recours à un État interventionniste et régulateur des stratégies de développement entendues comme des modèles pour démarrer un processus durable d'accroissement du niveau de vie ou bien s'en remettre aux mécanismes du marché autorégulé ?

Si les stratégies de développement se basant sur un interventionnisme public fort ont échoué, celles privilégiant la solution marchande ont aussi connu des limites importantes. La solution serait alors de favoriser la complémentarité entre régulation publique et régulation marchande du processus de développement.

I. L'ÉCHEC DU DÉVELOPPEMENT ENCADRÉ PAR L'ÉTAT

Les premières stratégies de développement formalisées par l'économie du développement et mises en œuvre pendant les années 1950-1970, reposant sur le refus de la régulation marchande au profit de l'intervention de l'État, ont abouti pour beaucoup à des impasses.

A. Les motivations des stratégies étatiques de développement

Du fait du climat idéologique et diplomatique de l'époque, les pays nouvellement indépendants suite au processus de décolonisation ont privilégié le recours à l'État, limitant de ce fait les mécanismes de marché, pour favoriser leur industrialisation. Seule une politique interventionniste de l'État peut permettre aux pays du tiers-monde de surmonter les blocages qui entravent leur développement. Les années 1950-1960 sont celles du keynésianisme triomphant et beaucoup d'économistes du développement rejoignent alors ces thèses. Ainsi Gunnar Myrdal considère que c'est l'établissement d'un État-providence qui permettra la sortie du développement de l'Asie. De plus, le marché est considéré comme l'origine du sous-développement. En effet, beaucoup de PED participant au commerce international souffrent d'une spécialisation de leurs exportations dans des produits primaires dont les termes de l'échange se dégradent (thèse de Raul Prebisch).

Le mécanisme marchand du prix est le reflet de la domination des pays industrialisés du « centre » sur les pays pauvres de la « périphérie » : ces derniers s'appauvrissent en participant aux échanges internationaux, car les prix des produits qu'ils vendent aux pays riches se dégradent relativement à ceux des produits qu'ils leur achètent. Selon Arghiri Emmanuel, l'échange est inégal sur le marché mondial. Enfin, le sous-développement est assimilé à un État trop faible, incapable d'assurer la régulation économique, sociale et politique des PED. Ainsi les pays les moins avancés (PMA), en particulier, sont victimes de crises politiques et sociales successives, sources d'instabilité pour les activités économiques et donc pour l'engagement du processus de développement.

B. Les raisons de l'échec de ces stratégies

Mais les stratégies de développement autocentrées (sans recours au marché extérieur), qui vont être engagées dans les pays du tiers-monde sur la base d'un interventionnisme public se substituant au marché, vont se solder par des échecs jusqu'aux années 1980. L'industrialisation selon ces modèles doit être initiée par l'État à travers deux voies possibles. Tout d'abord, il doit orienter la production pour se protéger des variations de prix du marché mondial : ce sont les stratégies de substitution aux importations. Par des politiques de subvention à l'industrie et de protectionnisme à l'encontre des produits importés, l'État doit favoriser l'émergence d'une production locale alternative aux importations. Plusieurs pays d'Amérique latine ainsi que la Corée du Sud ou le Sénégal vont suivre cette voie dans les années 1950. La seconde voie consiste à orienter, par une politique de planification, les investissements privés et publics vers des industries nationales qui vont être sources d'effet d'entraînement pour les autres secteurs productifs du pays : c'est la stratégie des industries industrialisantes. L'Inde dans les années 1950 et l'Algérie à partir de 1967 vont appliquer ce modèle de développement en instaurant une planification étatique et en nationalisant des industries privées. Mais ces stratégies vont être des échecs. La trop grande intervention publique va être à l'origine de dysfonctionnements économiques : désincitation de l'investissement productif privé, réduction de la concurrence des importations et donc limitation des gains de productivité dans les industries nationales qui perdent en compétitivité. De plus, beaucoup de ces États sont aux mains d'une oligarchie qui va détourner à son propre profit les fonds destinés à l'industrialisation (corruption, prédation des ressources publiques) ou dans des projets improductifs. De ce fait, la plupart de ces pays se retrouvent dans une situation inverse à celle recherchée : forte dépendance technologique et financière vis-à-vis du marché mondial. Cette dépendance va accroître la dette extérieure de plusieurs de ces pays et générer à partir de 1982 la « crise de la dette », partie du Mexique et qui va se généraliser dans les grands pays d'Amérique latine, sonnante le glas de l'industrialisation par l'intervention publique comme stratégie de développement autonome.

L'échec des stratégies autocentrées va amener l'adoption d'un nouveau modèle de développement favorisant, lui, le recours au marché au détriment de l'interventionnisme étatique.

II. LES LIMITES DES STRATÉGIES MARCHANDES DE DÉVELOPPEMENT

Les stratégies de développement qui vont reposer à partir des années 1980 sur la limitation du rôle de l'État et le développement du marché vont elles aussi connaître des limites dans les années 1990.

A. Les justifications du remplacement de l'État par le marché

La « crise de la dette » que connaissent plusieurs PED dans les années 1980 va amener les institutions financières internationales, au premier rang desquelles le FMI secondé par la Banque mondiale, à élaborer un nouveau modèle de développement centré sur l'idée que le trop fort interventionnisme de l'État est la cause du maintien dans le sous-développement des pays pauvres. Elles vont alors conditionner l'obtention des prêts au respect de plusieurs règles réunies dans le « consensus de Washington » de 1990 : ce sont les « politiques d'ajustement structurel ». Ces mesures sont, à l'origine, destinées à assurer la stabilisation conjoncturelle du pays emprunteur pour assurer le respect des échéances de remboursement : maîtrise de l'inflation, réduction du déficit public. Mais elles concernent par la suite des politiques structurelles visant l'instauration de la régulation marchande en lieu et place d'une régulation publique défaillante : privatisations, dérégulations des marchés (en particulier le marché financier), suppression des mesures protectionnistes. Il s'agit donc de promouvoir le développement des PED par l'instauration des mécanismes du marché dans la production nationale et l'intégration du pays sur le marché mondial des produits et de la finance, afin d'avoir accès aux sources de financement privé que sont les investissements directs à l'étranger (IDE) et les investissements de portefeuille. Le marché doit ainsi assurer une meilleure allocation des ressources entre les différents secteurs économiques (orienter les ressources productives là où elles seront le mieux utilisées), une plus grande compétitivité des entreprises nationales par l'ouverture à la concurrence et l'ouverture des débouchés par l'insertion dans le commerce international. Les pays d'Amérique latine et d'Afrique qui avaient été emportés par la crise de la dette dans les années 1980 vont être les principaux bénéficiaires de l'ajustement structurel.

B. La crise du modèle marchand de développement

Cependant les politiques d'ajustement structurel vont conduire plusieurs pays dans une crise financière grave qui traduit les limites d'une stratégie de développement qui se prive de la régulation publique. Malgré plusieurs réussites dans les années 1980, comme le Chili ou les nouveaux pays industriels asiatiques (NPIA : Corée du Sud, Taiwan, Hong Kong, Singapour), la plupart des pays qui ont appliqué de manière orthodoxe les politiques des institutions internationales n'ont pas connu le processus de développement promis. À l'inverse, ces politiques ont entraîné la déstabilisation financière de ces pays en les exposant aux mouvements brusques des capitaux internationaux, en particulier pour l'Amérique latine au Mexique en 1995, au Brésil en 1999, en Argentine en 2002, mais aussi dans les NPIA en 1997, modèles de réussite jusque-là. En outre, la limitation des dépenses publiques et du champ d'intervention de l'État du fait des privatisations a accru la pauvreté et a même provoqué le recul de certains indicateurs de développement humain, comme la mortalité infantile ou le taux d'alphabétisation. L'économiste Joseph Stiglitz est le représentant de la critique des politiques d'ajustement structurel qui ont, selon lui, déstructuré l'économie des pays trop peu avancés dans leur développement pour supporter une telle « thérapie de choc ».

Les PED ne disposent pas des institutions politiques et sociales pour mettre en place la libéralisation de l'économie et la régulation marchande, et résister à la concurrence sur le marché international.

Les stratégies de développement privilégiant une seule institution régulatrice semblent donc vouées à l'échec, qu'elles s'appuient sur un État fort ou bien qu'elles en réduisent le rôle au profit du marché. Une troisième voie consiste donc à privilégier la complémentarité entre État et marché.

III. LE DÉVELOPPEMENT COMME CONSÉQUENCE DU PARTENARIAT ÉTAT-MARCHÉ

La fin des années 1990 est le théâtre d'une nouvelle définition des stratégies de développement. Il s'agit dorénavant de ne plus opposer de manière trop simpliste l'État et le marché, mais de les allier au service du développement.

A. La complémentarité État-marché

La régulation marchande et celle de l'État ne s'opposent pas, elles sont complémentaires. En effet, le marché nécessite des institutions politiques stables pour assurer une régulation économique optimale par les prix : respect des droits de propriété, contrôle des pratiques anticoncurrentielles, etc. Pour ce faire, un État fort est indispensable. De plus, le marché connaît des défaillances auxquelles l'État doit répondre : impossibilité de produire certains biens collectifs (non-rivalité : sa consommation n'est pas exclusive à une seule personne), production d'externalités négatives (effets indirects d'une activité qui provoque des nuisances sur un agent économique sans que ce dernier puisse demander un dédommagement). L'État doit donc prendre en charge la production de plusieurs biens collectifs nécessaires au développement (accès à l'eau par exemple) et atténuer les nuisances des mécanismes du marché sur la population : pollution, hausse des inégalités... L'action de l'État peut aussi être utile à l'initiative marchande privée en produisant des biens et services sources d'externalités positives : l'éducation, les dépenses de recherche-développement, les infrastructures... (travaux sur la croissance endogène de Paul Romer). L'ensemble de ces mesures sont prônées par Joseph Stiglitz qui demande l'élaboration d'un nouveau « consensus de Washington ». À l'inverse, le marché doit se substituer à l'État là où il est le plus efficace en termes d'incitations et d'allocation des ressources : déréglementation de marchés contrôlés par des entreprises publiques pratiquant des tarifs supérieurs au prix de concurrence par exemple. Le marché, par l'instauration de la concurrence, génère des gains de productivité qui sont un préalable nécessaire au processus de développement. Il s'agit donc de développer les synergies entre secteur public et secteur privé, comme l'ont très bien réalisé la plupart des NPI. Ainsi la Corée du Sud a d'abord privilégié un fort interventionnisme de l'État (industrialisation, protection des industries naissantes, orientation des investissements, facilitation du crédit), puis a favorisé progressivement la régulation marchande des grands secteurs productifs nationaux.

B. De nouvelles stratégies de développement

La complémentarité des régulations marchande et publique du processus de croissance entraîne la redéfinition des stratégies de développement. Le FMI et la Banque mondiale sont influencés par les travaux des institutionnalistes comme Douglas North qui mettent en valeur le rôle des institutions non marchandes dans le processus de développement des États-Unis. Ils vont donc revoir au cours des années 1990 les modalités des politiques d'ajustement structurel afin de favoriser une régulation publique (la « gouvernance ») qui soit compatible et harmonieuse avec les mécanismes de marché : lutte contre la corruption, instauration de règles de gouvernance au sein des entreprises. C'est le second « consensus de Washington ». L'aide au développement va de manière générale être repensée : encouragement à la participation de la population locale et encadrement de l'aide par des règles de « gouvernance » afin qu'elle soit destinée à des projets facteurs de développement. Une réflexion sur la démocratie est aussi engagée grâce aux travaux de l'économiste indien Amartya Sen. Selon lui, la démocratie est nécessaire au processus de développement du fait qu'elle est une condition de l'extension des « capacités » des individus (toute personne doit disposer des capacités à pouvoir mener une vie digne et sensée). De plus, le système démocratique a des effets bénéfiques sur l'activité économique, en facilitant la circulation de l'information par exemple. Les stratégies de développement doivent donc être des stratégies de démocratisation parallèlement à l'instauration des mécanismes marchands de régulation économique.

CONCLUSION

Les modèles de développement des PED ont trop longtemps opposé le recours aux instruments de régulation publique et le respect des mécanismes de marché pour asseoir leur processus d'industrialisation. Sommés de choisir entre un développement autocentré, qui reposait sur le volontarisme étatique mais qui se privait des ressources extérieures et des mécanismes incitatifs marchands, et un développement extraverti reposant sur le marché mais qui affaiblissait la régulation politique et sociale publique, beaucoup de pays pauvres se sont enfoncés dans le sous-développement. Il faut donc poursuivre une troisième voie qui n'oppose pas mais rend complémentaires État et marché, l'un ne pouvant assurer un processus durable d'amélioration du niveau de vie de la population sans l'autre.

Ainsi l'insertion des processus de développement actuels dans le cadre général du développement durable nécessite cette double approche : gouvernance publique au niveau mondial pour déterminer les objectifs et modalités de la soutenabilité du développement international, et recours aux moyens de la régulation marchande comme l'illustre le choix en 1997, dans le protocole de Kyoto, des marchés de permis négociables pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Glossaire

- Aide au développement : ensemble des moyens mis à disposition par les pays développés via les États, les institutions internationales et les organisations internationales pour financer les projets de développement des PED. Chaque pays industrialisé doit consacrer en théorie 0,7% de son revenu national brut à l'aide publique au développement (APD) : la moyenne dans les faits est de 0,22%.
- Capacité(s) (de l'anglais *capabilities*) : concept inventé par Amartya Sen pour définir la capacité des individus à utiliser les ressources mises à leur disposition pour accroître leurs libertés. C'est, selon lui, la principale dimension du développement humain.
- Centre-périphérie : théorie selon laquelle le monde s'organise entre un petit nombre de pays avancés (le centre) qui entretient le reste des pays (la périphérie) dans une relation de dépendance à son avantage.
- Développement : transformation durable des conditions de vie qui améliore le bien-être.
- Développement autocentré : stratégie de développement reposant sur l'accroissement du marché intérieur pour assurer des débouchés à l'industrialisation, dans une autonomie relative vis-à-vis du commerce international.
- Développement extraverti : stratégie de développement reposant sur la promotion des exportations pour assurer des débouchés à l'industrialisation.
- Développement durable (ou soutenable) : c'est un développement qui répond aux besoins du présent, en accordant la plus grande priorité à ceux des plus démunis, sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs, selon la définition célèbre donnée par le rapport Brundtland en 1987.
- Dualisme : structure d'une économie en développement où coexistent au moins deux secteurs, l'un moderne et l'autre traditionnel.
- Échange inégal : théorie néomarxiste du commerce international montrant que l'échange entre le centre et la périphérie n'engage pas les mêmes valeurs du fait d'une valeur du travail incorporée aux produits différente selon les pays.
- Économie du développement : ensemble des théories économiques cherchant les causes du sous-développement et les voies pour en sortir.
- Indicateur de développement humain (IDH) : indicateur synthétique de développement créé par le PNUD avec la contribution de l'économiste indien Amartya Sen (prix Nobel d'économie 1998). Il tient compte de trois dimensions du développement : la longévité et la santé (espérance de vie), l'éducation (taux d'alphabétisation des adultes et taux de scolarisation), le niveau de vie (PNB/habitant).
- Politique ou plan d'ajustement structurel (PAS) : ensemble des politiques de développement menées par le FMI pour amener les PED (principalement) à atteindre les grands équilibres macroéconomiques par des mesures structurelles d'inspiration libérale. Cette politique consiste en un ensemble de mesures accompagnant les prêts contractés par les pays auprès des institutions internationales (la « conditionnalité ») et réunies dans le « consensus de Washington ».

- Sous-développement : situation où des blocages structurels, culturels, économiques... empêchent l'émergence d'un processus de développement dans un pays.
- Termes de l'échange : rapport de l'indice des prix des exportations et de l'indice des prix des importations. Il exprime le degré d'enrichissement ou d'appauvrissement d'un pays par la participation au commerce international.
- Tiers-monde : notion créée en 1952 par Alfred Sauvy pour nommer les pays en développement qui cherchent une voie autonome de développement (le « non-alignement »).